

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES



2026

RÉPONDRE À L'ÉVOLUTION DES BESOINS ET MODERNISER LA VILLE.

Comme ce fut déjà le cas l'année dernière, faute d'une **majorité stable**, l'adoption du **budget de l'Etat** a fait l'objet d'une **longue procédure parlementaire** avant d'aboutir - tardivement - à la publication de la **loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026**.

Pour ce qui concerne la Ville d'Hirson, l'**exercice budgétaire 2025** se clôt avec un **excédent de fonctionnement conforté de 747 249 €** (contre 562 876 € en 2024), un **déficit d'investissement** - y compris les restes à réaliser - de **659 219 €** (contre 215 827 € en 2024), et donc un **résultat net global de 88 030 €**, contre 347 049 € en 2024.

Afin de soutenir l'économie locale, la Municipalité a, volontairement, développé son **effort d'investissement**. Après 2 862 496 € en 2024, en 2025, elle a encore consacré **3 550 191 €** à son **programme pluriannuel d'investissement « Hirson, Ville nouvelle »**, auxquels s'ajoutent **248 583 €** au titre des **travaux en régie**. Au total, pour financer ce programme, **2 270 699 €** de subventions ont été mobilisés auprès de l'**Etat**, de la **Région** et du **Département**. Souscrit auprès de la **Banque des Territoires**, au **taux indexé sur le livret A + 0,4 %**, sur une **durée de 25 ans**, l'**emprunt** s'est élevé à **1 700 000 €**.

Entre le **31 décembre 2021** et le **31 décembre 2025**, le **désendettement** s'est donc poursuivi. L'**encours de la dette** est ainsi passé de **14 050 029 €** à **13 013 025 €**, soit une baisse de **1 037 004 € (-7,38 %)**.

Conformément à **ses engagements**, la Municipalité a réussi à diminuer les **dépenses de fonctionnement** de **1,27 %**, alors que les **recettes de fonctionnement** ont baissé, quant à elles, de **1,17 %**. Constaté depuis plusieurs exercices budgétaires, l'**effet de ciseau lié à l'augmentation des dépenses et la diminution des recettes** a donc **pris fin en 2025**. Des **économies de fonctionnement** ont été réalisées sur tous les chapitres du budget.

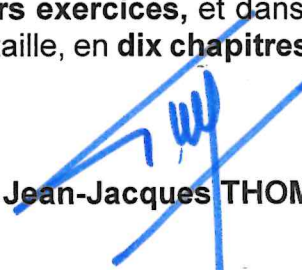
Cette **évolution positive** sera confirmée dans le cadre du **Budget primitif 2026**, dont l'élaboration reposera, à nouveau, sur le **respect des engagements budgétaires pris par la Municipalité**, à savoir le **maintien des taux de la fiscalité locale**, la **maîtrise des charges de fonctionnement**, le **soutien affirmé aux politiques d'investissement** et un **niveau d'emprunt** garantissant l'**objectif du désendettement**.

Le **Plan Pluriannuel d'Investissement** sera donc principalement consacré à la poursuite des projets inscrits dans l'**Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)**, tels que, notamment, la **résorption des friches urbaines** et la **valorisation des berges de l'Oise**, la **rénovation énergétique des bâtiments municipaux**, les **travaux de voirie** et la **sécurisation du barrage de Blangy**.

Par ailleurs, le **soutien aux équipements et services publics municipaux** sera maintenu, tout comme l'**effort consacré en faveur des associations**, dont l'action demeure, aux côtés des **politiques municipales engagées**, indispensable sur les plans **éducatif, social, culturel et sportif**.

En tenant compte des **contraintes budgétaires et réglementaires**, la Municipalité continue donc de **répondre à l'évolution des besoins et moderniser la ville**.

À la fois à partir de l'analyse de l'**évolution financière des cinq derniers exercices**, et dans une **perspective pluriannuelle**, ce **Rapport d'Orientations Budgétaires** détaille, en **dix chapitres**, les **enjeux et priorités de l'action municipale**.


Jean-Jacques THOMAS.

SOMMAIRE

I - CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le contexte économique et international et national.....	4
Les principales mesures de la Loi de finances pour 2026.....	4 à 6

II – SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

II - 1 Le budget principal.....	7 à 14
1 – Les principales évolutions constatées en 2025.....	7 à 8
2 – Les grandes masses financières.....	8
3 – Les grands équilibres financiers.....	8 à 9
4 – Le niveau de l'endettement.....	9 à 10
5 – La fiscalité directe.....	10
6 – Les dépenses.....	11 à 12
7 – Les recettes.....	12 à 14
8 – Les ratios.....	14
II – 2 Les budgets annexes.....	15
1 - Budget de l'eau.....	15
2- Budget de l'abattoir.....	15

III – ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES

1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE..... 16 à 20

L'évolution de l'emploi.....	16
Les projets de développement industriel.....	16 à 17
La filière de l'élevage.....	18
Le développement commercial.....	18 à 19
L'économie solidaire.....	19 à 20

2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE..... 20 à 22

La rénovation énergétique des bâtiments communaux.....	20
La modernisation de l'éclairage public.....	21
Forêt communale : assurer la régénération.....	21
Eau potable : l'usine de traitement de la turbidité mise en service.....	21 à 22

3) TRAVAUX ET URBANISME..... 22 à 25

La résorption des friches urbaines et l'aménagement des berges de l'Oise.....	22 à 23
La résorption de la friche industrielle des aciéries et la création d'un écoquartier.....	23 à 24
Travaux de voirie : les prochaines opérations.....	24
Barrage de Blangy : un programme de réfection pluriannuel.....	24 à 25

4) LOGEMENT..... 25 à 26

L'évolution du marché immobilier.....	25
La montée en charge du permis de louer et l'instauration du permis de diviser.....	25
L'OPAH-RU : un levier pour la modernisation des logements individuels.....	25 à 26
ZAC Le Taillis : la construction de dix nouveaux pavillons.....	26
La réhabilitation des logements communaux.....	26

5) SERVICES PUBLICS..... 27 à 30

Le nouvel Hôtel de Ville : une opération exemplaire.....	27
L'évolution de l'Espace France Services.....	27 à 28
La modernisation du Centre Hospitalier et de l'EHPAD Brisset.....	28 à 29
Le renforcement des forces de gendarmerie.....	29

La construction d'un nouveau CAMSP	29
L'ouverture d'une UAPED	30
« Cré@lab » : un nouveau tiers-lieu (numérique) au quartier de la gare	30
6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE.....	30 à 33
Travaux scolaires : le programme 2026.....	31
L'évolution du Projet éducatif de territoire.....	31
La restauration scolaire : un service en constante progression.....	31 à 32
Maison de la Petite Enfance : une prise en charge améliorée	32
Campus connecté : un succès confirmé et une extension programmée	32 à 33
7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE.....	33 à 34
La rénovation Gymnase Dropsy.....	33 à 34
Office Municipal des Sports : 21 clubs toujours soutenus	34
8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE	35 à 37
Complexe de l'Eden : un accueil amélioré pour le public et les artistes.....	35
Conservatoire municipal de musique : un pôle musical renforcé	35
Médiathèque et Micro-folie : un programme en synergie.....	35 à 36
Quartier du Château : un nouvel espace de convivialité.....	36
Cinéma : la priorité au retour des publics	36 à 37
Saison culturelle transfrontalière : un partenariat sans cesse élargi	37
Vie associative : le soutien de la Municipalité	37
9) PRÉVENTION ET SÉCURITÉ.....	38 à 40
Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD	38 à 39
L'adaptation du dispositif de vidéoprotection	39 à 40
10) POLITIQUES CONTRACTUELLES	40 à 42
Le Contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 »	40 à 41
« Petites Villes de Demain » : l'Opération de Revitalisation du Territoire bien engagée.....	41
Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs » : 1 million de subventions.....	41 à 42
Le Pacte SAT 3 : de nouvelles opérations programmées sur la période 2025-2029	42

IV - GRANDS ÉQUILIBRES DU FUTUR BUDGET PRIMITIF

Les principes budgétaires	43
Les grands équilibres prévisionnels du budget primitif 2026	43

CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le contexte économique international et national

Un ralentissement de la croissance économique mondiale

Limité à **2,6 % en 2025** contre **3,2 % en 2024**, le **taux de la croissance mondiale** s'est globalement ralenti. S'il atteint **5 % en Chine** et **4,3 % aux Etats-Unis**, bien qu'en progrès, il plafonne à **1,1 % au Japon** et à **1,5 % dans la zone euro (0,9 % en 2024)**.

Parmi les **pays européens**, en affichant une croissance de **2,8 %**, **l'Espagne** confirme son **rôle de locomotive économique**. Le **Royaume-Uni** connaît une croissance de **1,3 %** et **l'Italie** un taux limité à **0,7 %**. Quant à **l'Allemagne**, après **deux années de récession**, elle retrouve une **croissance positive limitée à 0,3 %**.

En **France**, en 2025, alors qu'il atteignait **1,1 % en 2024**, le **taux de croissance** a ralenti, se limitant à **0,8 %**.

En termes de prospective, **pour 2026**, sur le plan mondial, le **Fonds Monétaire International** prévoit une **croissance de 3,3 %**. Dans la **zone euro**, soutenue par l'amélioration des perspectives industrielles et une légère reprise de la consommation, le **taux de croissance** devrait atteindre **1 %**.

L'inflation maîtrisée, notamment en France

En 2025, le **taux d'inflation** s'établit à **2,7 % aux États-Unis**, **3,4 % au Royaume-Uni**, **2,3 % pour la zone euro** dans son ensemble, **2,2 % en Allemagne**, **2,4 % en Espagne**, **1,2 % en Italie** et **0,8 % en France**.

Le chômage maîtrisé mais une progression constatée en France

Sur l'année 2025, le **taux de chômage** s'établit à **4,40 % aux États-Unis**. S'il progresse au **Royaume-Uni**, atteignant **5,1 %**, il se maintient globalement à **6,3 %** dans les **pays de la zone euro**. **L'Allemagne** affiche un taux de **6,2 %**. **L'Italie** connaît une diminution à **5,6 %** et **l'Espagne**, pour la première fois depuis 20 ans, passe sous la barre des **10 %**.

Néanmoins, en **France**, le **taux de chômage** progresse, passant de **7,3 % en 2024** à **7,9 % en 2025**.

En décembre 2025, le **nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A** (sans aucune activité) s'établit ainsi à **3,3 millions de personnes**, soit une **hausse de 6,8 %** par rapport à l'année précédente. Si l'on ajoute les **demandeurs d'emploi en catégorie B** (en activité avec moins de 78 heures par mois) et **C** (avec plus de 78 heures), le **nombre total de demandeurs d'emploi** s'élève à près de **5,7 millions de personnes**.

Les principales mesures de la loi de finances pour 2026

La **loi de finances du 19 février 2026** a pour objectif de ramener le **déficit public** à **5 % du PIB** (contre 5,4% du PIB en 2025).

Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)

Renouvelé à hauteur de **740 millions €**, le **DILICO** constitue un **dispositif d'épargne forcée** ponctionnant les **recettes des régions** (à hauteur de **350 millions d'euros**), des **intercommunalités** (**250 000 millions**) et des **départements** (**140 millions**). La somme prélevée par l'Etat sera **reversée à hauteur de 90 %** aux collectivités contributrices, **par tiers, pendant trois ans**, et les **10 % restants** alimenteront **des fonds de péréquation horizontaux**.

Les **communes** sont **exonérées de ce dispositif** de lissage.

Gel de la dotation globale de fonctionnement et péréquation renforcée

La **dotation globale de fonctionnement** (DGF) est gelée et ne sera donc **pas indexée** sur l'inflation, estimée à **0,8 %** en 2025.

Par contre, au sein de cette DGF, **l'effort de péréquation** se poursuit avec une **augmentation de 140 millions** de la **Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)** et de **150 millions** de la **Dotation de Solidarité Rurale (DSR)**.

Aides à l'investissement : nouvelle réduction du Fonds vert et de la DSIL

Destiné à soutenir la **transition écologique des territoires**, après avoir été **divisé par deux** en 2025, passant de **2,5 milliards d'euros** à **1,15 milliards €**, le **Fonds Vert** est, à nouveau, réduit à **840 millions €** en 2026.

Par ailleurs, maintenue à **3,6 milliards €**, l'enveloppe consacrée aux **aides à la rénovation énergétique** « **MaPrimeRénov** » permettra aux particuliers de financer **150 000 travaux de rénovation isolés** (changement d'une chaudière ou de fenêtres) et **120 000 rénovations globales de logements**.

Enfin, après une **baisse de 150 millions €** en 2025, la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local** (DSIL) diminue, quant à elle, de **150 millions €** en 2026.

Augmentation des cotisations des collectivités pour la retraite et l'assurance maladie

Initiée en 2025, la **hausse de la cotisation des employeurs** à la **Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)** se poursuit en 2026.

Elle se traduit par une **hausse annuelle de trois points** durant **quatre exercices** de la cotisation, qui passera ainsi de **31,65 % en 2024** à **43,65 % en 2028**, soit une **augmentation cumulée de 12 points**.

S'y ajoute, au 1^{er} janvier 2025, le **retour d'un point supplémentaire du taux de la cotisation d'assurance maladie des employeurs territoriaux**, qui avait été exceptionnellement diminué en 2024 dans le cadre de la réforme des retraites pour compenser une augmentation de même ampleur du taux de CNRACL.

CNFPT : la contribution des collectivités ponctionnée

Le produit des cotisations auxquelles contribuent les collectivités auprès du **Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)**, à hauteur de **0,9 %** de leur masse salariale, pour assurer la **formation des agents**, fera l'objet, **au-delà de 397 millions €**, d'un **prélèvement de l'Etat**.

La revalorisation forfaitaire des bases pour 2026

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), depuis 2018, les **valeurs locatives foncières** sont **revalorisées en fonction de l'inflation constatée**, à partir de **l'indice des prix à la consommation harmonisé**.

Pour 2026, la **hausse des bases** est ainsi limitée par l'Etat à **0,8 %**.

2ème partie

SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

II -1 LE BUDGET PRINCIPAL

1 – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS CONSTATÉES EN 2025

Des dépenses de fonctionnement en diminution de 1,88 %

Après plusieurs années de hausse, en 2025, les **dépenses réelles de fonctionnement** sont en diminution de **1,88 %**, passant de **13 467 279 € à 13 213 844 €**.

Les **charges de personnel** (chapitre 012), qui représentent **58,87 %** des dépenses de fonctionnement, diminuent de **2,79 %**, passant de **8 003 316 € à 7 779 969 €**, soit une **économie de 223 347 €**. La **diminution de 6,69 % des effectifs** (223 agents au 31 décembre 2025 contre 239 au 31 décembre 2024), **des heures supplémentaires (-32,87 %) et complémentaires (-24,33 %)**, du **coût des apprentis (-37,93 %)** et **des agents recrutés en contrat aidé (-21,44 %)** a compensé l'augmentation des **cotisations retraite versées à la CNRACL (+ 5,61 %) et à l'URSSAF (+ 5,62 %)**, ainsi que les effets du **glissement vieillesse technicité (GVT)**.

Second poste du budget, les **charges à caractère général** (chapitre 011) ont, quant à elles, diminué de **1,27 %**, alors que **l'inflation** constatée en France s'élevait à **0,8 % en 2025**. Elles passent ainsi de **4 059 726 € à 4 008 086 €**. Au sein de ce chapitre, diminuent, notamment, les **dépenses liées à l'énergie (gaz, électricité)**, passant de **808 485 € à 741 507 € (-8,28 %)**. Sont, néanmoins, en progression les dépenses liées à **l'eau**, passant de **105 416 € à 115 974 € (+ 10,01 %)**, à **l'alimentation**, passant de **200 279 € à 227 453 € (+ 13,56 %)**, et aux **primes d'assurance**, passant de **90 790 € à 105 493 € (+ 16,19 %)**.

Les **autres charges de gestion courante** (chapitre 65) passent de **909 439 € à 880 775 €**, soit une diminution de **3,15 %**, compte tenu, notamment, du fait que la subvention exceptionnelle de 30 000 € accordée en 2024 au **cinéma « Sonhir »** n'a pas été reconduite en 2025.

Liées aux **intérêts d'emprunts**, les **charges financières** (chapitre 66) sont pratiquement stables (**+0,15 %**), passant de **441 609 € en 2024 à 442 227 € en 2025**.

Des recettes de fonctionnement en diminution de 1,17 %

Les **recettes réelles de fonctionnement** diminuent de **1,17 %**, passant de **13 584 820 € à 13 745 463 €**.

Après une progression de **0,79 % en 2024**, le **produit des impôts et taxes** (chapitre 73) diminue de **25 914 € (-0,35 %)** et passe de **7 235 641 € à 7 209 727 €**.

Les **dotations, subventions et participations** (chapitre 74) progressent de **328 049 €**, passant de **4 625 949 € à 4 953 999 € (+ 7,09 %)**. Parmi elles, après une augmentation de **137 386 € en 2024**, les **dotations de l'Etat** progressent à nouveau globalement de **167 954 € (+ 4,39 %)**. Elles passent de **3 821 899 € à 3 989 853 €**. Si la **dotation forfaitaire** diminue de **9 337 € (- 0,75 %)**, la **Dotation**

Nationale de Péréquation augmente de **18 913 € (+ 6,78 %)**, la **Dotation de Solidarité Rurale** progresse de **95 175 € (+7,64 %)** et la **Dotation de la Solidarité Urbaine** de **63 203 € (+ 5,98 %)**.

Les subventions de l'Etat accordées à divers titres (tarification des repas à 1 euro, France Services, poste du chargé de mission « Petite Ville de Demain » ...) passent de **195 156 € à 367 433 €**, soit une progression de **88,27 %**, liée, notamment, à la perception du deuxième acompte de la **subvention de fonctionnement du campus connecté (90 000 €)**.

Les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70) subissent une nouvelle diminution, passant **602 362 € à 568 959 € (- 5,54 %)**, notamment, en raison de la baisse du **produit de la vente des bois**, passant de **87 742 € à 64 893 € (-26,04 %)**.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) diminuent de **63 731 € (-18,62 %)**, passant de **342 177 € à 278 446 €**. Les **revenus des immeubles**, comprenant l'ensemble des **loyers perçus**, dont celui de l'Agence France Travail, passent de **248 869 € à 256 647 €**, progressant ainsi de **3,12 %**.

Les produits financiers (chapitre 76) demeurent stables avec la perception de l'aide annuelle du **Fonds de soutien de l'Etat** pour la sortie des emprunts structurés (**187 271 €**).

2 – LES GRANDES MASSES FINANCIÈRES

2.1 – Les masses budgétaires

	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820	13 745 463
Dépenses de fonctionnement	11 045 281	11 987 406	12 783 630	13 467 279	13 213 844
Recettes d'investissement	1 540 215	1 666 068	2 229 668	1 827 992	2 603 155
Dépenses d'investissement	3 018 138	4 357 488	2 567 749	2 862 496	3 550 191

2.2 – L'endettement

	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31 décembre	14 050 029	13 588 891	13 192 593	12 917 854	13 013 025
Emprunt	497 124	646 601	750 000	1 200 000	1 700 000

3 – LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

3.1 – Les épargnes

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

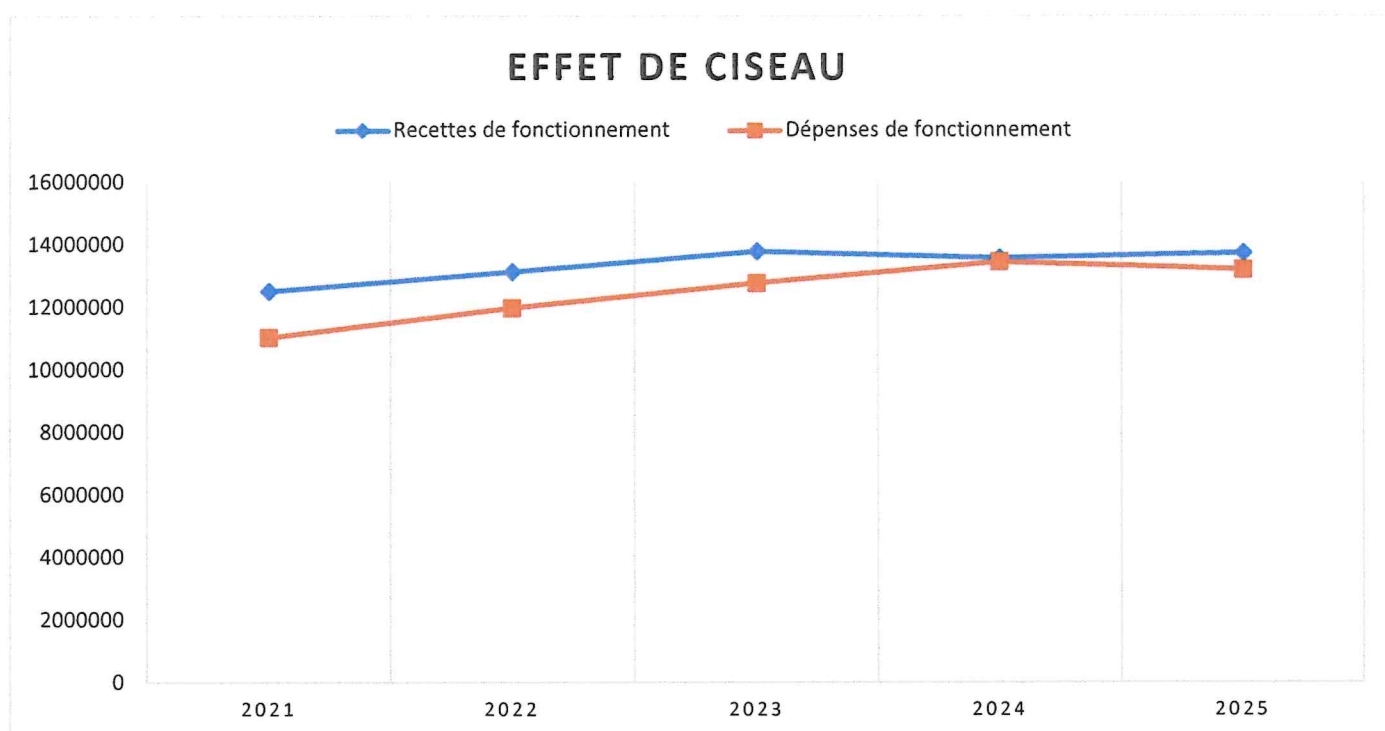
Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820	13 745 463
Epargne de gestion	1 873 513	1 529 391	1 405 901	559 150	973 846
Epargne brute	1 476 699	1 153 028	1 019 367	117 541	531 619
Taux d'épargne brute (en %)	11,79 %	8,77 %	7,38 %	0,86 %	3,87 %

3.2 – Effet de ciseau

	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820	13 745 463
Dépenses de fonctionnement	11 045 281	11 987 406	12 783 630	13 467 279	13 213 844

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes.

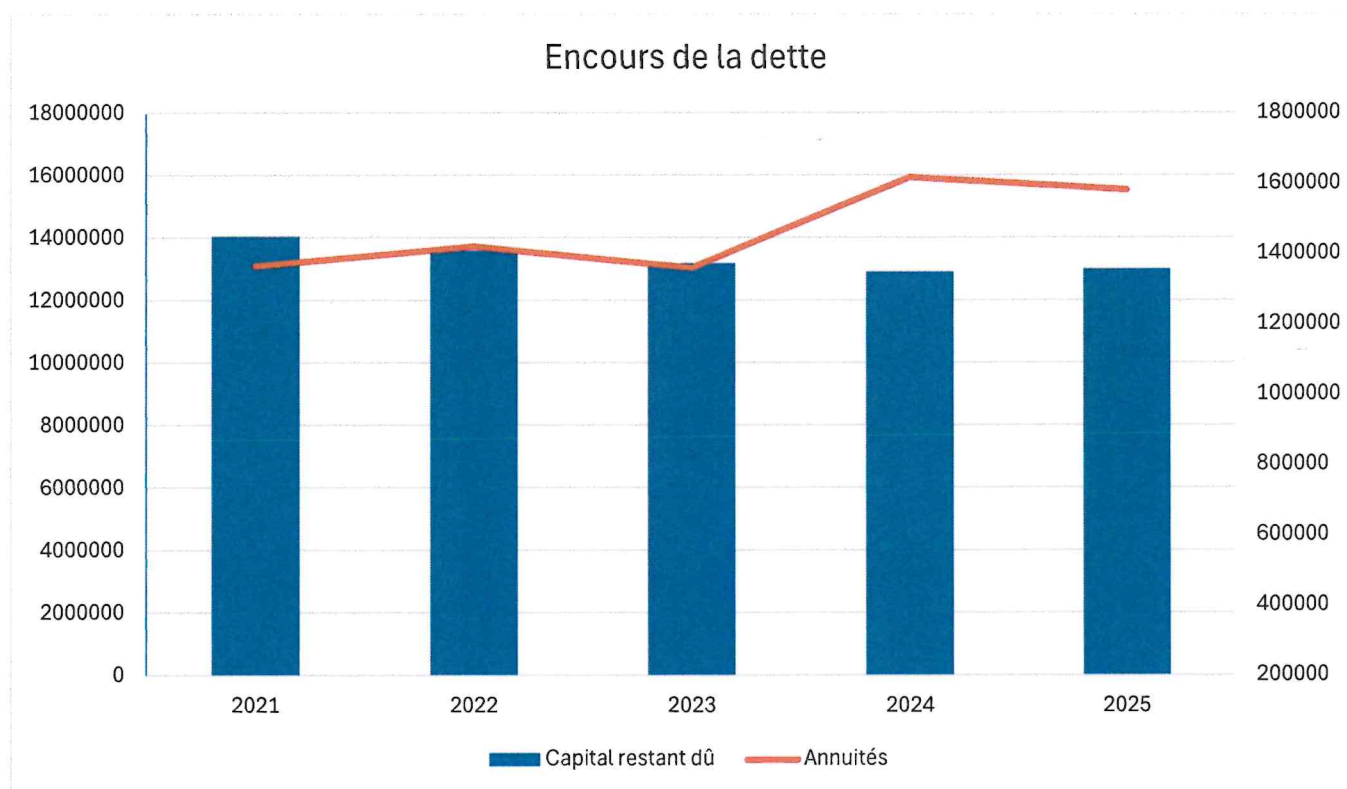


Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

4 – LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

Encours de dette et annuité

	2021	2022	2023	2024	2025
Capital Restant Dû (au 31/12)	14 050 029	13 598 891	13 192 593	12 917 854	13 013 025
Evolution en %	-0,82 %	-3,21 %	-2,99 %	-2,08 %	+0,74 %
Annuités	1 365 642	1 421 227	1 360 437	1 618 217	1 581 756
Evolution en %	3,72 %	4,07 %	-4,28 %	18,95 %	-2,25 %



Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

5 – LA FISCALITÉ DIRECTE

5.1 – Les bases fiscales

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.
Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

	Base nette imposable TH puis THRS	Base nette imposable TFB	Base nette imposable TFNB
2021	1 111 216	8 720 210	126 332
2022	931 361	9 226 646	130 088
2023	1 485 302	9 779 401	140 673
2024	1 113 100	10 135 000	146 000
2025	1 006 600	10 239 000	143 700

5.2 – Les taux et les produits fiscaux

Les taux fiscaux

	Taux de TH puis THRS	Taux taxe foncière sur le bâti	Taux taxe foncière sur le non bâti
2021	20,16 %	31,06 %	74,6 %
2022	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2023	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2024	20,16 %	62,78 %	74,6 %
2025	20,16 %	62,78 %	74,6 %

Les produits fiscaux

Le total des produits de la fiscalité directe s'est établi à 4 625 822 € en 2019 et à 5 732 748 € en 2024.

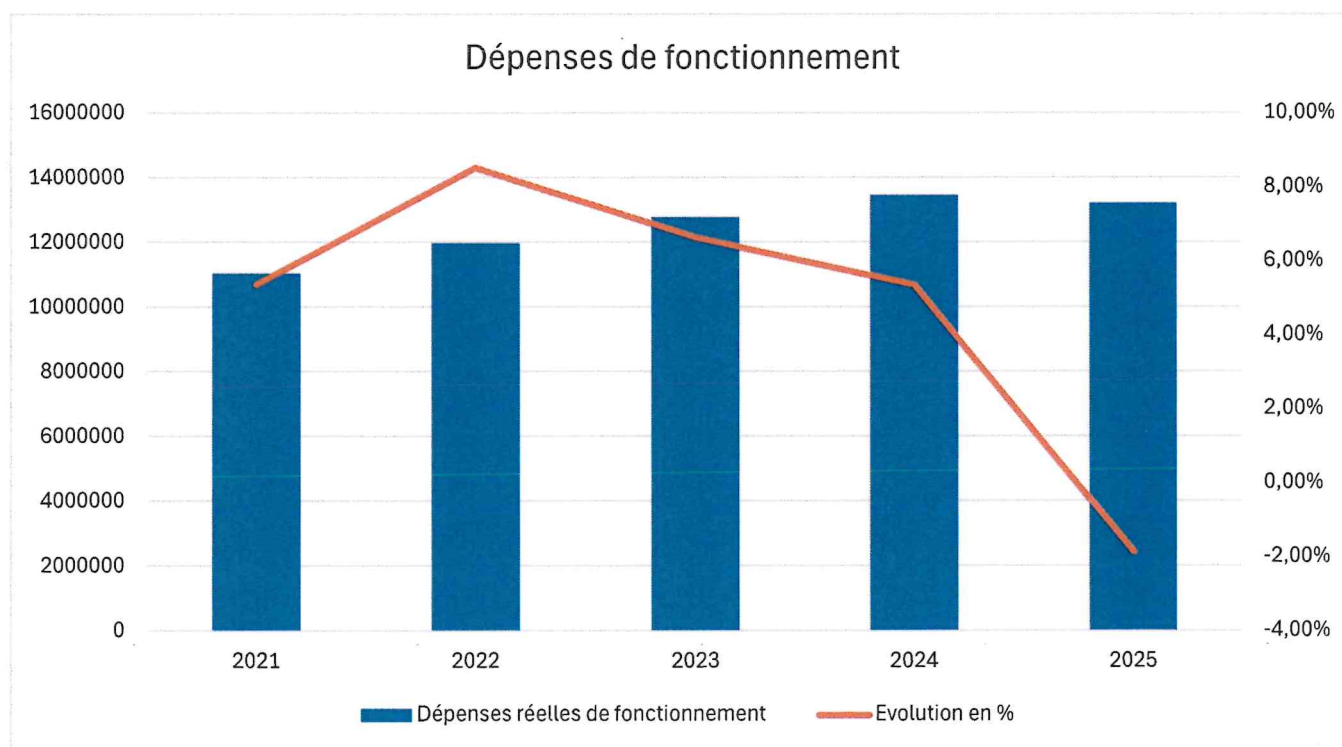
	2021	2022	2023	2024	2025
Produit de la TH puis THRS	224 021	114 512	180 359	98 785	43 701
Produit de la TFB	4 595 385	4 832 181	5 141 934	5 314 113	5 323 551
Produit de la TFNB	94 244	97 046	104 942	108 976	95 510
Rôles supplémentaires	21 575	41 179	22 308	12 366	6 224
Surtaxe sur les logements vacants	0	73 251	119 078	198 508	138 130
Total des produits	4 935 225	5 158 169	5 568 621	5 732 748	5 607 116

6 – LES DÉPENSES

6.1 – Les dépenses de fonctionnement

	2021	2022	2023	2024	2025
Total des dépenses réelles de fonctionnement	11 045 281	11 987 406	12 783 629	13 467 279	13 213 844
Evolution en %	5,36 %	8,53 %	6,64 %	5,35 %	-1,88 %
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	6 565 056	7 160 002	7 548 405	8 003 316	7 779 969
Evolution en %	3,11 %	9,06 %	5,42 %	6,03 %	-2,79 %
Charges à caractère général (chap 011)	3 182 399	3 665 541	4 027 423	4 059 726	4 008 086
Evolution en %	10,9 %	15,18 %	9,87 %	0,80 %	-1,27 %
Subventions versées (art 657)	579 147	500 740	585 852	722 902	675 735
Evolution en %	-6,23 %	-13,54 %	17 %	23,39 %	-6,52 %
Intérêts de la dette (art 66111)	396 814	376 363	386 534	441 609	442 227
Evolution en %	-4,77 %	-5,15 %	2,7 %	14,25 %	0,14 %

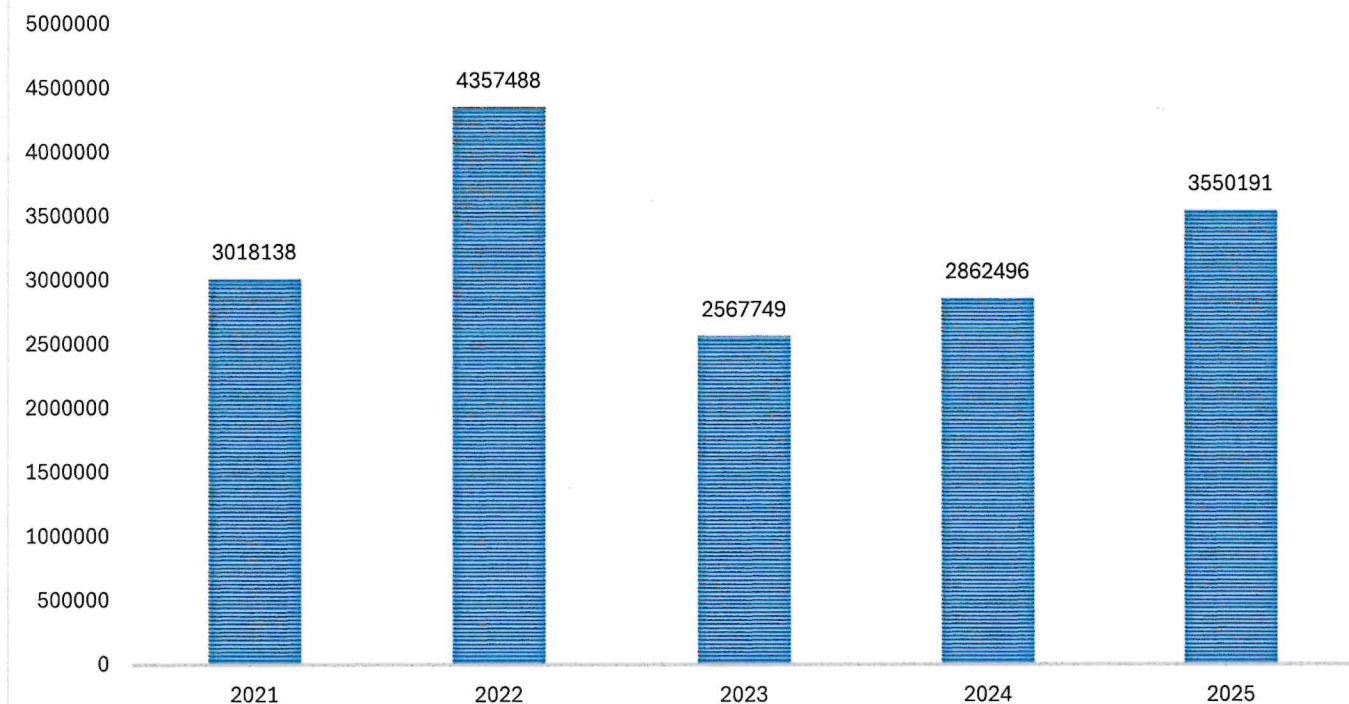
355



6.2 – Les dépenses d'investissement

	2021	2022	2023	2024	2025
Total des dépenses réelles d'investissement	3 018 138	4 357 488	2 567 749	2 862 496	3 550 191
Evolution en %	35,07 %	44,38 %	-41,07 %	11,48 %	24,02 %
Dépenses d'équipement (Chap 20, 21, 23)	2 049 310	3 312 224	1 593 846	1 685 888	2 410 689
Evolution en %	53,56 %	67,97 %	-51,88 %	5,77 %	42,99 %
Remboursement capital de la dette (Chap 16)	968 828	1 045 264	973 903	1 176 607	1 139 502
Evolution en %	7,65 %	7,89 %	-6,79 %	20,81 %	-3,15 %

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

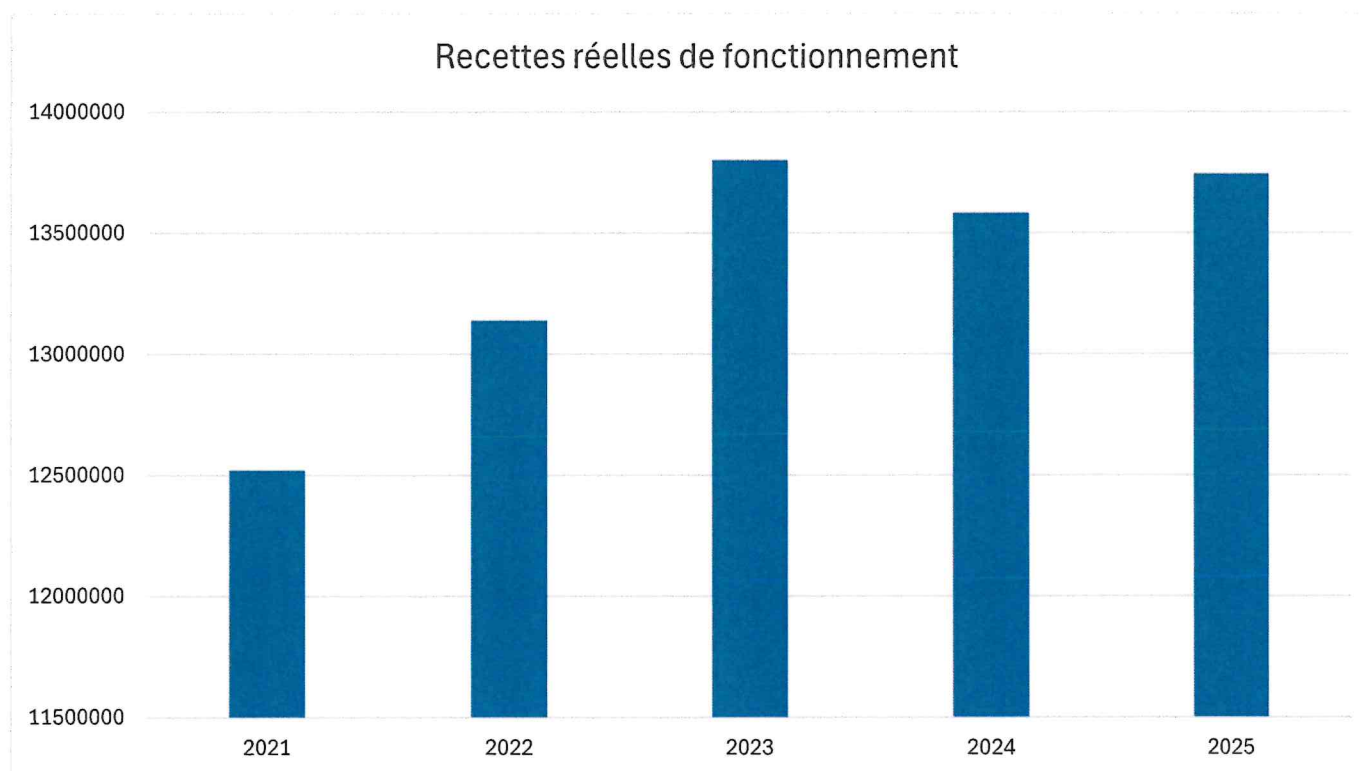


7- LES RECETTES

7.1 – Les recettes de fonctionnement

	2021	2022	2023	2024	2025
Total des recettes réelles de fonctionnement	12 521 980	13 140 434	13 802 997	13 584 820	13 745 463
Evolution en %	3,3 %	4,94 %	5,04 %	-1,58 %	1,18 %
Produit des contributions directes (art 73111)	4 935 225	5 158 168	5 546 313	5 720 382	5 629 974
Evolution en %	5,7 %	4,52 %	7,52 %	3,14 %	-1,58 %
Fiscalité indirecte	1 599 377	1 551 420	1 632 579	1 515 259	1 579 752
Evolution en %	3,88 %	-3 %	5,23 %	-7,19 %	4,26 %
Dotations	4 236 693	4 511 377	4 596 913	4 625 949	4 953 999
Evolution en %	-4,94 %	6,48 %	1,9 %	0,63 %	7,09 %
Atténuation de charges (chap 013)	546 234	712 773	686 665	584 472	545 582
Evolution en %	1,33 %	30,49 %	-3,66 %	-14,88 %	-6,65 %
Autres recettes	1 204 451	1 206 696	1 340 507	1 138 758	1 036 156
Evolution en %	31,33 %	0,19 %	11,09 %	-15,05 %	-9,01 %

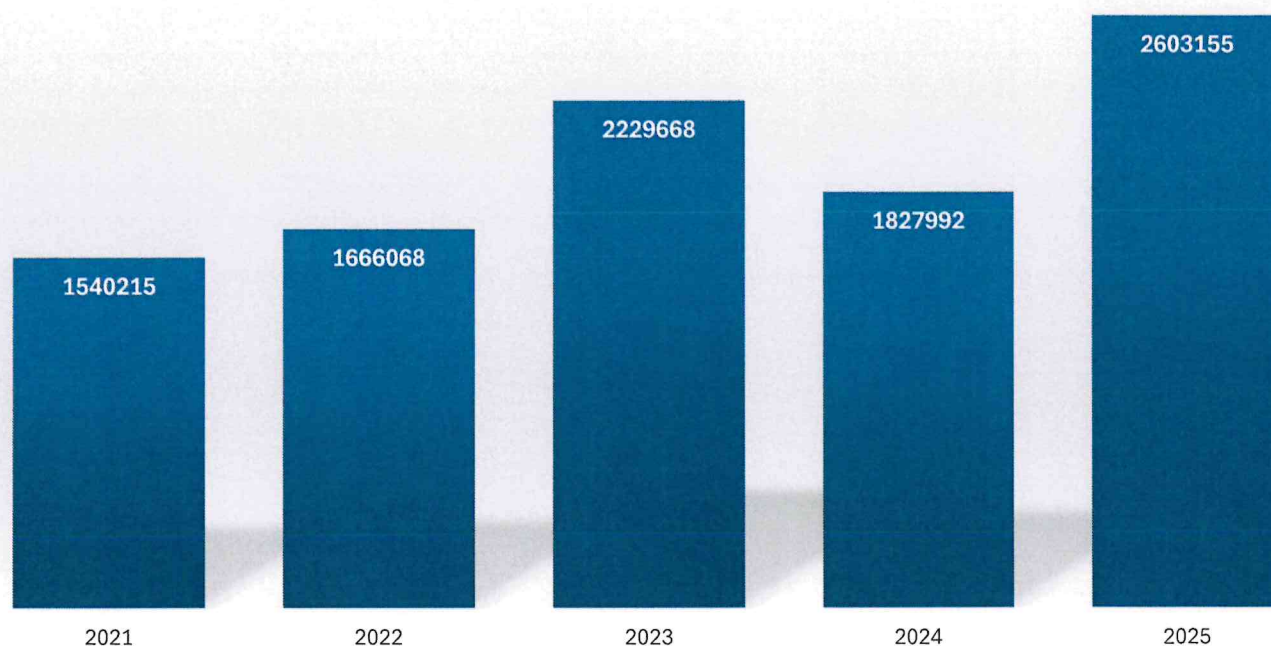
La ligne "Autres recettes" comprend les produits des services (chapitre 70), les autres produits de gestion courante du chapitre 75 ainsi que l'ensemble des autres recettes d'exploitations constituées des produits financiers (chapitre 76), du chapitre 77 et des recettes diverses.



7.2 – Les recettes d'investissement

	2021	2022	2023	2024	2025
Total des recettes réelles d'investissement	1 540 215	1 666 068	2 229 668	1 827 992	2 603 155
Evolution en %	108,07 %	8,17 %	33,83 %	-18,02 %	42,41 %
FCTVA (art 10222)	97 177	216 782	257 251	141 714	129 257
Evolution en %	-29,11 %	123,08 %	18,67 %	-44,91 %	-8,79 %
Subventions perçues liées (Chap 13)	740 256	793 424	1 213 536	485 170	757 320
Evolution en %	305,87 %	7,18 %	52,95 %	-60,02 %	56,09 %
Taxe d'urbanisme	2 326	9 261	7 685	368	15 258
Evolution en %	-95,26 %	298,08 %	-17,02 %	-95,21 %	4046,02 %
Emprunts (Chap 16)	497 124	646 601	750 000	1 200 000	1 700 000
Evolution en %	71,56 %	30,06 %	15,99 %	60 %	41,67 %
Recettes diverses	203 331	30 291	1 195	740	1 320
Evolution en %	148,26 %	-85,1 %	-96,05 %	-38,08 %	78,38 %

Recettes réelles d'investissement



8 – LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

Population municipale totale prise en compte :

2021 : 8 989

2022 : 8 897

2023 : 8 874

2024 : 8 805

2025 : 8 699

	2021	2022	2023	2024	2025
Ratio 1	1 228	1 347	1 440	1 529	1519
Ratio 2	549	579	625	649	647
Ratio 3	1 393	1 476	1 555	1 542	1580
Ratio 4	227	372	179	191	277
Ratio 5	1 563	1 528	1 486	1 467	1495
Ratio 6	381	399	415	434	458
Ratio 7	59,44 %	59,73 %	59,05 %	59,42 %	58,88 %
Ratio 8	95,94 %	99,18 %	99,67 %	107,79 %	104,42 %
Ratio 9	15,75 %	25,21 %	11,55 %	12,41 %	17,53 %
Ratio 10	111,27 %	97,22 %	82,01 %	95,09 %	94,67 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 8= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

II – 2 LES BUDGETS ANNEXES

1 – Le budget annexe de l'eau

1.1 – Les masses budgétaires

	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement	115 657	119 554	79 243*	110 500	115 004
Dépenses de fonctionnement	2 875	1 831	9 367	7 201	6 716
Recettes d'investissement	31 360	34 360	92 681	0	0
Dépenses d'investissement	283 905	23 022	7 400	214 491	14 041
dont capital de la dette		1 600	1 600	1 600	1600

* ce faible montant s'explique par le décalage de l'encaissement des recettes lié au renouvellement de la DSP au 1^{er} janvier 2023.

2.2 – Soldes financiers

	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne de gestion	112 782	117 723	69 876	103 299	108 288
Epargne brute	112 782	117 723	69 876	103 299	108 288

1.2 – Endettement

	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31 décembre	6 400	4 800	3 200	1 600	0

2 – Le budget annexe de l'abattoir

2.1 – Les masses budgétaires

	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement	22 763	21 890	13 153	15 808	2 857
Dépenses de fonctionnement	3 289	727	11 695	43 244	8 086
dont intérêts de la dette	371	325	277	226	281
Dépenses d'investissement	1 026	46 961	1121	9 770	1224
dont capital de la dette	1 026	1 073	1121	1 171	1224

2.2 – Soldes financiers

	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne de gestion	19 845	21 488	1 735	27 662	5 510
Epargne brute	19 474	21 163	1 458	27 436	5 229

2.3 – Endettement

	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31 décembre	8 034	6 636	5 238	3 841	2 617

ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES

1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

*Avec un **taux de croissance du PIB** passé de **1,1 % en 2024** à **0,9 % en 2025**, et une **inflation réduite de 1,7 % à 0,9 %**, la France a connu l'année dernière une **reprise du chômage**. De **nombreux emplois** demeurent menacés, tant **dans l'industrie**, faisant face aux concurrences internationales, **dans le commerce**, confronté aux **achats sur internet**, que dans le **secteur tertiaire**, aujourd'hui déjà impacté par la révolution de **l'Intelligence Artificielle**. Dans ce **contexte difficile**, sur le plan local, les **implantations industrielles et commerciales** méritent d'être soulignées et soutenues.*

*A ce titre, en lien avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières** et la **Région Hauts-de-France**, la Municipalité participe à **l'accompagnement des porteurs de projet**. Avec son **Pôle d'économie solidaire**, elle contribue, également, à **favoriser l'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi**.*

L'évolution de l'emploi

L'année 2025 a globalement connu une **progression des taux de chômage**. Pour le **troisième trimestre**, les **taux de chômage** s'établissent, en effet, à **7,7 % au niveau national** (contre 7,4 % en 2024), **9,2 % dans les Hauts-de-France** (9,1 % en 2024), **10,3 % dans l'Aisne** (10,4 en 2024) et **12,2 % pour le bassin d'emploi de Maubeuge** (12,1 % en 2024).

L'écart entre le taux du **bassin d'emploi de Maubeuge**, auquel l'INSEE rattache l'agence **France Travail d'Hirson**, et ceux des **niveaux national** (4,5 points), **régional** (3 points) et **départemental** (1,9 point) ne se réduit donc pas.

Les **derniers chiffres publiés par l'INSEE** confirment même **une tendance à la hausse**, avec, au **niveau national**, un **taux de 7,9 % au quatrième trimestre 2025**.

Dans ce contexte, le **maintien** et la **création d'emplois** demeurent donc des priorités, au même titre que la **formation** et l'**insertion des demandeurs d'emploi**.

Les projets de développement industriel

► La construction d'une usine à pellets sur le site de la Rotonde

Aujourd'hui plus que jamais, compte tenu du **réchauffement climatique** qui s'accélère, le **développement économique des territoires** passe par la **transition écologique et énergétique**. Une **transition énergétique** voulue et non imposée. Si la **région des Hauts-de-France** est largement impactée par le **développement de l'éolien**, il n'en est pas de même pour la **valorisation de la filière bois**.

Or, le **recours aux modes de chauffage alternatifs** fait une place de plus en plus large aux **poêles à pellets**, issus de **bois de seconde catégorie**. Fort logiquement, **des investisseurs** s'intéressent donc à cette **filière en plein développement**.

Portée par la **société 3RBP (Trois-Rivières BioPellets)**, le **projet de construction d'une usine de bio-pellets** sur le **site de la Rotonde** constitue donc une **réelle opportunité**. Il renforcera à la fois, le **développement économique du territoire**, avec, à la clef, la **création de trente-cinq emplois directs et de 120 emplois indirects**, et donc, la nécessaire **transition énergétique**, par la **valorisation de la filière bois-énergie**.

En décembre 2025, après **plusieurs mois de négociations** avec la Municipalité, la **Société 3RBP SAS** a donc fait part de son intérêt pour **acquérir le site de la Rotonde**, soit une **superficie totale de 35 629 m²**. Elle y construira une **usine de granulation de bois**, en capacité de produire **120 000 tonnes de pellets par an**, tout en assurant la **sauvegarde et la restauration de l'édifice** existant. Pour un **investissement total de 50 millions d'euros**.

Le **projet de la société 3RBP** prévoit un **rayon d'approvisionnement de 150 kms** autour du **site de production**. L'usine sera alimentée par des **sous-produits forestiers**, de type **houppiers, écorces, éclaircies de coupes, sciures...**

Engagée avec l'**Office National des Forêts** depuis de nombreuses années, la **gestion durable et certifiée** de notre **patrimoine forestier** ne sera donc pas remise en cause par ce projet. Tout au contraire, les **500 hectares de forêt communale** seront encore **mieux valorisés et entretenus** par la récupération possible des **bois morts non exploités**.

► Le développement de l'usine Barat

En 2025, la construction de la **nouvelle usine Barat** s'est achevée sur le **parc d'activités des Trois-Rivières**. Les **63 salariés** ont donc pris possession de leurs **nouveaux locaux de 9 778 m²** occupant une parcelle de **25 000 m²**.

Après cet investissement de **près de dix millions €**, et la **perspective de créer de nouveaux emplois**, le groupe Barat continue de **se développer avec de nouveaux marchés** et envisage, d'ores et déjà, **d'agrandir ses nouvelles installations**.

► L'extension de l'usine ANODEL

Autre exemple de dynamisme industriel, l'**entreprise ANODEL**, avec ses **34 salariés**, projette également de se développer. Avec un **nouvel atelier de 1 600 m²** et l'**achat de machines neuves**, elle assurera pour le **groupe « Hydro »** la **découpe et l'anodisation des profilés**. Estimé à plus de **600 000 €**, ce projet permettra l'embauche de **10 salariés supplémentaires**.

► L'installation des Établissements Colas-Pezeril

En 2025, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** a assuré la cession d'un bâtiment industriel du **parc d'activités Rotonde-Florentine** aux **Établissements Colas-Pezeril**.

Cette **entreprise de bâtiment tous corps d'état** y assurera son développement.

La filière de l'élevage

► Le plan de modernisation de l'abattoir

Depuis le 31 janvier 2025, suite à la **liquidation judiciaire de la Société d'Abattage d'Hirson (SABHIR)**, en charge de la délégation de service public, l'abattoir municipal est fermé.

Aujourd'hui, à l'initiative de la Ville d'Hirson, et avec l'accompagnement de la **Maison des Entreprises de Thiérache et de la Serre**, un **projet de reprise de l'abattoir** est porté par un boucher-éleveur hirsonnais, associé à un gérant d'une Société Civile d'Exploitation Agricole d'Onnaing (Nord) et à un chevilleur de Sequedin (Pas-de-Calais).

Ces repreneurs potentiels, candidats à la reprise de la Délégation de Service Public, s'engagent sur un **volume d'activité de 800 tonnes de viandes abattues par an**, correspondant au **seuil de viabilité économique** du projet.

Dans un premier temps, il appartient à la collectivité, **propriétaire des locaux et des équipements**, d'assurer la **modernisation et la mise aux normes de l'abattoir**, conformément aux prescriptions des **rapports successifs** de la **Direction Départementale de la Protection des Populations** et au **diagnostic sanitaire** effectué par l'ADOFIA.

Effectuée par un **assistant à maîtrise d'ouvrage** spécialisé, l'**estimation du montant de cette opération** s'élève à **1 267 000 € HT** et repose sur un **plan de financement** sollicitant, au titre du **Pacte SAT 3**, l'**État** et la **Région** à hauteur de **80 %**.

Le développement commercial

L'extension du parc commercial des Champs-Élysées

Depuis plusieurs années, la **zone commerciale des Champs-Élysées** connaît un **réel dynamisme**. Située au carrefour des **Ardennes**, de l'**Aisne**, du **Nord** et de la **Belgique**, elle attire logiquement **de plus en plus de clients**.

Les **ouvertures successives de nouvelles enseignes** contribuent à **renforcer son attractivité**. Outre les installations de **Cuisinella**, de la **Générale d'optique**, d'**Action**, de **Kiabi**, de **Weldom**, l'extension de **Bazar Land**, les constructions des nouveaux **Lidl** et **Aldi**, **Optical Center** s'est implanté en 2024.

Aujourd'hui, la **zone commerciale** est donc **remplie**, alors que **d'autres enseignes** souhaitent **encore s'installer à Hirson**.

En lien avec des **professionnels chargés de l'immobilier**, depuis 2022, la Municipalité travaille donc sur l'**extension de la zone commerciale**. Les négociations ont abouti à l'obtention d'un **permis d'aménagement** pour une **nouvelle zone commerciale** située à l'arrière du nouvel Aldi. D'une surface totale de **27 819 m²**, cette zone comprendra **sept lots et de nouvelles enseignes**, **224 places de parking**, ainsi que des **aménagements paysagers** autour d'un **plan d'eau**.

Elle sera accessible à **partir de la rue de Verdun**, par la création de **deux entrées**, l'une à côté du magasin « **Gamm Vert** », et l'autre à côté du **nouvel Aldi**.

En outre, en 2025, la Ville a réceptionné **deux autres permis de construire ou d'aménagement**. L'un concerne l'**installation d'un cabinet d'ophtalmologie** en lieu et place de l'ancien Flunch, à

l'entrée d'Auchan. L'autre concerne l'implantation de « **Burger King** », à proximité d'Auchan, sur une surface de **3 082 m²**.

L'attractivité de la zone commerciale d'Hirson se confirme donc, dans une synergie toujours recherchée, par la Municipalité, entre le centre-ville et la périphérie.

L'Aide à l'Implantation Commerciale : un levier communal

Dans toutes les villes, l'évolution du commerce en centre-ville constitue un enjeu important, non seulement pour la dynamisation de l'activité économique, mais également pour le maintien de la qualité de vie des habitants.

Pour rappel, depuis 2021, Hirson a connu **18 implantations commerciales, hors restauration**, dont **14 en centre-ville** et **4 sur la zone commerciale des Champs Elysées**. Et tous ces commerces sont **encore actifs** aujourd'hui.

En 2021, « **Mon Brico** » (devenu « **Weldom** » en 2023) s'implante sur la zone commerciale. **En 2022**, « **Carrefour City** » et « **Basic Fit** » investissent le centre-ville et le **nouvel « Aldi »** ouvre ses portes sur la zone commerciale. **En 2023**, le **nouveau magasin « Krys »** et « **Le petit magasin** » de Kiabi s'implantent rue Charles de Gaulle et le magasin « **Kiabi** » sur la zone commerciale. **En 2024**, le **salon de coiffure « Top Mode »** se modernise tandis que s'implantent, en centre-ville, le « **salon de coiffure « Séverine** », la **fleuriste « Perséphone »** et l'**armurerie « Brousmiche »**, et sur la zone commerciale, « **Optical Center** ». Enfin, **en 2025**, le centre-ville enregistre l'ouverture de six nouveaux commerces, parmi lesquels le **salon de coiffure « Soso Coiff »**, le **magasin « O Trouve Tout »**, « **l'Atelier des Trouvailles** », « **SJ Pièces Auto** », la **boucherie « Les Fans des goûts »** et la « **Maison Fleur Hairion** ».

Instaurée par délibération du Conseil municipal du 27 juin 2024, dans l'objectif de développer et diversifier l'offre et la nécessité de lutter contre la vacance commerciale, l'Aide à l'Implantation Commerciale (A.I.C.) a déjà permis d'aider cinq de ces dernières implantations.

S'adressant aux porteurs de projets souhaitant créer ou reprendre un commerce (hors services), cette aide financière consiste en la prise en charge partielle et dégressive du loyer, plafonnée et limitée pour les six premiers mois d'installation, à raison de **50 % du loyer** (hors charges) durant les trois premiers mois et **25 % du 4^e au 6^e mois**. L'aide maximale est plafonnée à **350 € par mois**.

D'ores et déjà, pour 2026, d'autres projets sont déjà engagés en centre-ville, parmi lesquels une laverie, un diagnostiqueur immobilier et une brasserie traditionnelle.

L'économie solidaire

► Du Pôle d'économie solidaire à la Cité de la solidarité

En 2025, avec ses **trois chantiers d'insertion** comptant **37 salariés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)** et ses **dix ateliers d'insertion** mobilisant **107 personnes allocataires du RSA**, le **Pôle d'économie solidaire de la Ville d'Hirson**, dont la gestion est confiée au CCAS, constitue une **offre d'insertion sociale et professionnelle** particulièrement large et adaptée à l'évolution des besoins.

Les ateliers et chantiers interviennent sur la **rénovation de bâtiments publics**, l'**entretien des espaces ruraux**, la **gestion d'un espace de maraîchage de 8 100 m²**, d'une **ferme pédagogique**

et d'une **ressourcerie** composée de plusieurs **ateliers de récupération, de réparation et de recyclage (bois, vélos, petit électro-ménager)**. S'y ajoute la **gestion du magasin « Au P'tit Bonheur »**, situé place Sarraill.

Au-delà des **emplois en CDDI** créés sur les **chantiers d'insertion**, et des **activités d'utilité sociale** proposées sur les ateliers, à raison de **3 à 9 heures d'activités par semaine**, cette offre garantit la possibilité d'un réel **parcours d'insertion sociale et professionnelle**, sans ruptures, permettant aux personnes accueillies de passer d'une **activité bénévole** à un **emploi aidé**, puis, le cas échéant, à un **emploi durable** ou à une **formation qualifiante**.

En 2026, au travers l'expérimentation d'un nouveau « **contrat de parcours** », le **Pôle d'économie solidaire** de la Ville d'Hirson s'inscrira dans la **dynamique du Pacte 3 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache**, dont l'un des enjeux, en termes de **retour à l'emploi, de formation et d'insertion professionnelle**, consiste en la **sécurisation des trajectoires des publics**.

Par ailleurs, compte tenu du projet de création d'un **écoquartier sur le site de la Bonne Source**, une réflexion sera engagée avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières** quant à la **relocalisation des activités d'insertion** dans une **nouvelle « Cité de la solidarité »**.

2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Quelle que soit sa taille, compte tenu des risques avérés liés au réchauffement climatique, toute collectivité doit s'engager en faveur de la **transition écologique**. **Préserver les ressources naturelles**, dont notamment **l'eau et le patrimoine forestier**, **économiser et diversifier les sources d'énergie**, **créer des îlots de fraîcheur en centre-ville** demeurent donc des **priorités municipales**.*

La rénovation énergétique des bâtiments communaux

Gestionnaire de **38 sites** couverts par le **contrat d'exploitation des installations de chauffage** renouvelé avec la **société « Dalkia »**, sur une **durée de cinq ans** pour la période du 1^{er} septembre 2025 au 30 août 2030, la Municipalité veille à **améliorer l'efficacité énergétique** de l'ensemble des **bâtiments municipaux**. Sur la durée du **contrat de chauffe**, **230 216 €** sont ainsi consacrés au **renouvellement** ou à la **modernisation des équipements**.

S'ajoutent à ces investissements des **travaux d'isolation**, avec, notamment, parmi ceux déjà réalisés, la pose de **nouvelles menuiseries extérieures** sur le **groupe scolaire Jean Zay**, au **Centre Social et d'Animation Culturelle**, à la **Médiathèque du Château**, à la **salle de la Tannerie** et au **Foyer-restaurant des personnes âgées**, et l'installation de **panneaux photovoltaïques** sur les **toitures-terrasses** du **Foyer-restaurant**, de la **salle de la Tannerie** et du **cinéma « Sonhir »**.

En 2025, la **rénovation thermique de l'école maternelle des Promenades** a été engagée, avec la **réfection et l'isolation de la toiture**, le **changement de menuiseries extérieures**, la pose d'un **nouvel éclairage intérieur à leds** et de **robinets thermostatiques**. Estimé à **106 492 HT**, le coût de cette opération est pris en charge à hauteur de **80 % par l'Etat**, au titre de la **DETR** et du **Fonds vert**. Cette opération sera achevée cette année.

En 2027, la **rénovation thermique de la salle de la Tannerie**, comprenant le **changement des menuiseries extérieures** sera, également, poursuivi, en y intégrant la possibilité de **végétaliser les façades**.

La modernisation de l'éclairage public

Avec **2 525 points lumineux** maintenus éclairés toute la nuit, le **réseau d'éclairage public de la Ville d'Hirson** constitue, également, un **vecteur de bien-être et de sécurité** pour tous les habitants. Afin de **maîtriser les consommations d'énergie**, d'année en année, la Municipalité assure, le **passage aux leds**. Aujourd'hui, il concerne **1 288 points d'éclairage**, soit **51 %** du parc. Alors même que le **coût du kilowatt/heure** a progressé, ces investissements ont permis de **diminuer les dépenses**, passées de **141 766 € en 2020 à 133 936 € en 2025**, soit une **baisse de 5,52 % en cinq ans**.

Ce programme sera donc poursuivi, sur la base d'une enveloppe budgétaire de **87 083 € HT**, financée à hauteur de **50 %** par l'Etat, au titre de la **Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux**.

Forêt communale : assurer la régénération

Véritable **poumon vert** s'étendant sur une surface de **500,69 hectares**, la **forêt communale d'Hirson** bénéficie d'un **plan de gestion pluriannuel** mis en œuvre par l'**Office National des Forêts**. En adhérant au **Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières (PEFC)**, la Municipalité garantit son **exploitation raisonnée et durable**, conciliant la **valorisation économique du patrimoine forestier**, la **protection des espèces et des milieux** et la **recherche du bien-être des populations**.

En 2025, la Municipalité a consacré, en **dépenses de fonctionnement**, **39 464 €** pour l'**entretien de la forêt communale**, ainsi que, en **dépenses d'investissement**, **69 208 €** pour la **régénération de parcelles**. En nette diminution, les recettes liées à la **vente de bois** se sont limitées à **56 014 €** pour les **coupes de bois** et à **8 879 €** pour les **menus produits forestiers**.

En 2026, dans le cadre des **propositions de l'Office National des Forêts**, la Municipalité poursuivra les **travaux forestiers**, avec **28 122 €** consacrés aux **travaux de régénération** et **40 000 €** réservés à l'**entretien des parcelles**.

Eau potable : l'usine de traitement de la turbidité mise en service

Enjeu écologique et sanitaire essentiel des prochaines années, l'**eau potable** nécessite une **attention soutenue** et des **investissements conséquents**.

A Hirson, dans le cadre de sa **délégation de service public** renouvelée le **1^{er} janvier 2023** pour une **durée de 15 ans**, « **Véolia** » gère **deux unités de production** d'une capacité totale de **3 160 m³ par jour**, avec **plus de 100 kms de réseaux** alimentant **4 280 foyers abonnés**.

La **consommation moyenne** par Hirsonnais équivaut à **97 litres par jour**. Le **taux de rendement du réseau** s'élève à **76,6 %**.

La **ressource** provient des **sources de La Hérie et de la Bachelote**, à **Eparcy**. Sur ce dernier site, la Municipalité hirsonnaise avait déjà investi dans un système de **traitement de la turbidité**. En cas de présence de matière en suspension, **lors de pluies intenses**, un **filtre** y assure donc une qualité irréprochable.

À **La Hérie**, débutée en **mars 2025**, la construction d'une **usine de traitement de la turbidité** s'est achevée en **fin d'année**. Avec cet **investissement de 540 000 €** pris en charge par « **Véolia** », la **sécurisation de la distribution hirsonnaise** est donc aujourd'hui **assurée**. La **qualité de l'eau**

potable est, d'ailleurs, régulièrement contrôlée par les **services de « Véolia »** et de **l'Agence Régionale de Santé**.

Toujours dans le même objectif, après le **diagnostic du réseau effectué en 2022**, la Ville a engagé les études pour réaliser le **Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE)**. Rendu obligatoire par les réglementations européenne et française, à **l'horizon 2027-2029**, pour toutes les **collectivités gestionnaires de l'eau potable**, le PGSSE vise à **garantir en permanence la sécurité sanitaire de l'approvisionnement en eau** destinée à la consommation humaine, depuis la zone où l'eau est prélevée jusqu'au robinet.

3) TRAVAUX ET URBANISME

Le programme « Hirson, ville nouvelle » se poursuit. Outre les indispensables travaux d'entretien et de modernisation de la voirie et des trottoirs, réalisés par entreprise ou en régie, les travaux d'urbanisme portent principalement sur la résorption des friches urbaines et l'aménagement des berges de l'Oise, sur le projet d'aménagement d'un écoquartier sur le site de la Bonne Source et sur la sécurisation du barrage de Blangy.

La résorption des friches urbaines et l'aménagement des berges de l'Oise

Cette lourde opération poursuit plusieurs objectifs : **lutter contre l'habitat insalubre et abandonné, lutter contre les inondations, améliorer l'image du centre-ville** en créant un **nouveau parc urbain** valorisant la **place de la rivière et des berges**.

Depuis le début du mandat, un **programme pluriannuel d'acquisition et de démolition d'immeubles à l'état insalubre** a donc été engagé.

Pour ce faire, au fur et à mesure des **déclarations d'intention d'aliéner** reçues en Mairie, **plusieurs immeubles** ont été acquis **par voie de préemption**, sans jamais recourir à **l'expropriation, procédure longue et coûteuse**. A cette fin, **des subventions** ont été obtenues **auprès de l'Etat** et de la **Région**.

Enfin, **les contours de ce futur parc urbain** ont été définis. Il portera le **nom de Robert Lecerf** et bordera les **berges de l'Oise**, de la **rue du 8 mai 1945** jusqu'à la **rue Alexandre Dumas** et la **place Jules Décamp**.

Le **premier coup de pioche** s'est concrétisé **dès le 13 janvier 2025**, rue du 8 mai 1945, avec la **déconstruction spectaculaire de l'ancien magasin du « Roi du Meuble »**, et rue Camille Desmoulins, par celles d'un **ancien garage** et d'une **maison attenante**.

Cette année, **l'opération** sera poursuivie avec de **nouveaux aménagements**.

Face au **nouvel Hôtel de ville**, après **l'arasement du mur existant**, l'aménagement d'un **parking** sera réalisé avec des **places drainantes**, pour éviter **l'imperméabilisation des sols**, des **bornes de recharge électrique**, ainsi qu'un **nouvel éclairage public**.

À proximité, afin de **sécuriser les axes de circulation**, un **mini-giratoire** sera aménagé au **carrefour entre les rues Camille Desmoulins et du 8 mai 1945**.

Suivront les **démolitions des immeubles insalubres** acquis **rue Alexandre Dumas** ainsi que des **garages situés sur la presqu'île Notre-Dame** entre l'Oise et le Gland.

À l'emplacement des **terrains libérés** sera donc aménagé un **nouveau parc urbain**, comprenant des **plantations d'essences locales**, des **sentes piétonnes et cyclistes**, ainsi qu'une **aire de jeux** pour enfants.

Ce vaste chantier est inscrit dans la **convention d'Opération de Revitalisation du Territoire** signée en 2024 avec l'**Etat** dans le cadre du **programme « Petites Villes de Demain »**.

Il est, donc, **soutenu par l'Etat**, au titre du **Fonds Vert** et du **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois Thiérache**, ainsi que par la **Région des Hauts-de-France**, au titre du **programme de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs**.

Estimée à **1,4 million € HT**, le **plan de financement de la première phase** a permis d'obtenir un **taux de subvention de 73 %**.

La résorption de la friche industrielle des aciéries et la création d'un écoquartier

La **résorption de la friche industrielle des anciennes aciéries** et la requalification urbaine du **quartier de la Bonne Source** constituent un **projet d'envergure**, nécessairement inscrit dans un **cadre pluriannuel**.

S'appuyant sur une **démarche de transition écologique et solidaire**, il poursuit, notamment, **quatre objectifs** : la **démolition et la dépollution d'une friche industrielle de 2,79 hectares** située au cœur d'une **zone d'habitat**, entre la rue de Lorraine et la rue de Saint-Michel ; la **construction de nouveaux logements** dans un **écoquartier** ; la **renaturation d'une partie des terrains libérés** ; et enfin, la **préservation de la mémoire industrielle** des anciennes aciéries.

Dès 2022, des **études de pollution et de stabilité** des terrains ont donc été réalisées. De 2023 à mai 2024, une **enquête de faisabilité du projet** a été réalisée par la **Société d'Équipement du Département de l'Aisne** et le **cabinet « Citadia »**, comprenant un **diagnostic du site**, la détermination des **enjeux** ainsi que les **chiffrages de plusieurs scénarios d'aménagement**.

Corrélativement, dès 2024, dans le cadre du **Pacte Sambre-Avesnois- Thiérache**, afin d'accélérer la **résorption des friches** sur son territoire, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** sollicite l'**extension sur la Thiérache du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier (EPF) des Hauts-de-France**. Spécialisé dans le **retraitement des friches urbaines, industrielles et commerciales**, la **capacité budgétaire** et l'**expérience technique** de cet **établissement public régional** s'avèrent, en effet, **indispensables** pour mener à bien une **opération d'une telle ampleur**.

Après une **année de procédure administrative**, le **décret du 8 juillet 2025** acte finalement l'**extension du périmètre d'intervention de l'EPF** sur le nord du **département de l'Aisne**, sur la Thiérache et Hirson.

Dès le 25 juillet 2025, afin de préparer le dossier concernant la **résorption de la friche de la Bonne Source**, une **réunion de travail** est organisée en Mairie avec la **Directrice de l'E.P.F.** et ses équipes.

Le 10 décembre, le **Conseil municipal** autorise le Maire à la signature d'une **convention opérationnelle avec l'EPF**. En cours de préparation, cette convention sera signée au cours du **premier trimestre 2026**.

Outre la **démolition des bâtiments existants** et la **dépollution des terrains**, ce projet permettra, à terme, d'aménager **23 logements**, dont **8 maisons individuelles** et **15 logements intermédiaires en béguinage orientés seniors**, ainsi qu'une **salle de quartier**.

Travaux de voirie : les prochaines opérations

Après la lourde opération de **requalification de l'avenue Mitterrand** réalisée en 2024, en 2025, les **travaux de voirie** ont porté, notamment, sur la **reprise des trottoirs du bas de la rue Charles de Gaulle** et la **réfection totale de la rue de Saint-Michel**, sur **400 mètres linéaires**. Cette dernière opération, dont le coût s'est élevé à **89 325 € HT**, a bénéficié d'une **subvention du Département**, à hauteur de **23 500 €**, au titre d'**Aisne Partenariat Voirie (APV)**.

En 2026, le **Département de l'Aisne** a décidé de ne pas reconduire ce dispositif de cofinancement des travaux de voirie, tout en exonérant les communes de leur **cotisation annuelle**, soit **68 398 €** pour la Ville d'Hirson. Un **nouveau dispositif d'aide** devrait être en place en 2027.

Dans ces conditions, les **prochains travaux de voirie** comprendront la réfection de la **rue du Bas Rouet (78 615 € HT)**, l'aménagement de la **rue Pasteur (99 059 € HT)**, ainsi que des interventions sur la chaussée et les trottoirs de la **rue de la Verrerie (30 268 € HT)** et de la **rue du Petit Moulin (13 090 € HT)**.

Barrage de Blangy : un programme de réfection pluriannuel

Classé en **catégorie C**, le **barrage de Blangy**, dont la commune est propriétaire et gestionnaire, fait, **tous les cinq ans**, l'objet de **visites techniques approfondies (VTA)**, sous le contrôle des services de la **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)**.

Dans le cadre des contrôles effectués, il s'avère que **plusieurs mesures de confortement** doivent être engagées afin d'assurer la **pérennité du barrage et la sûreté du dispositif lors des épisodes de crue**. **Deux arrêtés préfectoraux** en date du 2 novembre 2021 et du 21 décembre 2023 fixent les modalités d'exécution des **travaux à mettre en œuvre**.

La **première phase de cette opération**, dont le coût prévisionnel s'élève à **335 010 € HT**, comprend l'ensemble des **frais études et de faisabilité**, l'**installation d'un système de mesure**, le **remplacement des vannes de vidange** et l'**installation d'un dispositif d'automatisation de la vanne**.

Suite à la poursuite de **reconnaisances géotechniques complémentaires** prévues en mars 2026, un **appel d'offre** sera lancé en juin 2026 afin de lancer le marché. Le **commencement des travaux** est programmé **mi-septembre 2026**.

En 2027, une **seconde phase de travaux**, dont le coût est estimé à **642 333 € HT**, assurera l'**étanchéité du barrage** et le **reprofilage de la crête**.

Enfin, en 2028, la **dernière phase de l'opération**, dont le coût prévisionnel s'élève à **733 500 € HT**, comprendra les **études et travaux** pour la **recharge aval et amont drainante du barrage** ainsi que la **rénovation du mur du déversoir**.

Sur le plan budgétaire, le **coût prévisionnel global de cette opération** s'élève donc à **1 710 843 € HT**.

Pour la **réalisation des premières études et travaux**, pour un montant alors estimé à **139 770 € HT**, une **subvention** d'un montant de **69 885 € (50 %)** a été obtenue auprès de l'Etat, au titre du **Pacte 2 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache**. En 2026, une **nouvelle demande** sera déposée au titre du **Pacte SAT 3**, afin de financer la première phase estimée à **335 010 € HT**.

4) LOGEMENT

Partagée avec d'autres acteurs, tels que le Pays de Thiérache, pour la gestion du Programme d'Intérêt Général (PIG) et de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Revitalisation Urbaine (OPAH/RU), la Communauté de communes des Trois-Rivières, pour la mise en œuvre du permis de louer, et les bailleurs sociaux, pour la gestion du parc de logements sociaux, la politique du logement portée par la Municipalité vise à favoriser l'accès pour tous à un logement décent, à assurer la modernisation du parc de logements existants et à construire de nouveaux logements répondant à l'évolution des besoins.

L'évolution du marché immobilier

En matière de logement, contrairement à la **tendance nationale**, à Hirson, le **marché immobilier** demeure dynamique avec **184 déclarations d'intention d'aliéner** encore reçues pour la seule **année 2025**. Les **biens immobiliers hirsonnais** demeurent donc **attractifs** et trouvent des **acheteurs**.

Cette **évolution positive du marché immobilier hirsonnais** se confirme avec la progression de **19,33 %** des **droits de mutation** encaissés par la Ville, passés de **91 166 €** en **2024** à **108 790 €** en **2025**.

En outre, en matière de **construction et de réhabilitation de logements**, **14 permis de construire** ont été délivrés (12 en 2024) et **77 déclarations préalables de travaux** ont été traitées (86 en 2024).

La montée en charge du permis de louer et l'instauration du permis de diviser

Instauré depuis le 1^{er} décembre 2023, le **permis de louer** garantit aux **investisseurs** souhaitant louer leurs biens le fassent en **respectant les normes de confort et de sécurité des logements et de leurs locataires**. Depuis deux années, **592 demandes de permis de louer** ont déjà été instruites, dont **311 en 2025**.

Ce **réel progrès fait des émules** sur le territoire des Trois-Rivières puisque le **permis de louer** s'est étendu sur les **communes d'Ohis, de Landouzy-la-Ville et d'Origny-en-Thiérache**.

En 2026, toujours dans l'objectif de **garantir la location de biens correspondant aux normes de confort et de sécurité**, la Municipalité proposera de mettre en œuvre le **permis de diviser**, visant à **encadrer la division d'un logement existant** en vue de créer plusieurs nouveaux logements.

L'OPAH-RU : un levier pour la modernisation des logements individuels

Porté par le **Pays de Thiérache** sur une **durée de cinq ans (2020-2025)**, le **Programme d'Intérêt Général (PIG)** est assorti d'une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Revitalisation Urbaine (OPAH -RU)**.

Le PIG a pour objectifs la **résorption des logements indignes et très dégradés**, la **sécurité et la salubrité de l'habitat**, la **lutte contre la précarité énergétique** et l'**adaptation des logements pour l'autonomie de la personne**, tant pour les **propriétaires occupants** que pour les **propriétaires bailleurs**.

L'**OPAH de revitalisation urbaine** est, quant à elle, engagée sur des **périmètres confrontés à des phénomènes de vacances et de bâti dégradé** identifiés dans **six communes** (Hirson, Saint-Michel, Vervins, La Capelle, Montcornet et Rozoy-sur-Serre).

La **Ville d'Hirson** participe à cette **OPAH-RU** en accordant, pour les **travaux de rénovation de logements situés dans le périmètre d'intervention retenu**, une **bonification des subventions** obtenues par les propriétaires bailleurs ou occupants auprès de l'**ANAH** et de la **Communauté de communes des Trois-Rivières**.

À ce titre, **cinq aides individuelles** pour un montant global de **16 000 €** ont déjà été accordées.

ZAC Le Taillis : la construction de dix nouveaux pavillons

Sur la **ZAC Le Taillis**, **rue Henri Barbusse**, après la **démolition de logements devenus inadaptés**, et pour certains, **insalubres**, l'**OPAL** a engagé la **construction d'un nouveau lotissement de 10 logements locatifs individuels**, dont **sept pavillons de plain-pied** à destination des **seniors** (3 de type 2 et 4 de type 3) et **trois maisons individuelles familiales**, en R+1, de type 4.

Ces **nouvelles résidences** disposeront des **équipements adaptés à la perte d'autonomie**, parmi lesquels un **siège de douche**, des **volets roulants électriques** et des **détecteurs de présence**. Les résidents bénéficieront également d'un **jardin privatif**.

Intégrant la **Réglementation Environnementale RE 2020**, ces logements seront, notamment, équipés de **pompes à chaleur avec production d'eau chaude**.

La réalisation de ce programme, dont le coût est estimé à **1 796 250 € HT**, mobilise une **participation de la Ville limitée à 2,5 % du coût de construction des trois logements familiaux**, estimé à **583 152 € HT**, soit **14 579 € HT**.

Estimé sur une **durée totale de 16 mois** et **débuté à l'automne 2025**, ce chantier prévoit une **livraison des logements** début 2027.

La réhabilitation des logements communaux

En 2025, au sein de la **résidence du Val d'Oise**, la **Ville d'Hirson** a aménagé **six nouveaux logements** destinés à accueillir des **familles de gendarmes**. Réalisée par entreprise, cette opération, dont le coût s'est élevé à **498 176 € HT**, est subventionnée par l'**Etat**, **au titre de la DETR**, à hauteur de **40 %**, et par la **Région Hauts-de-France**, à hauteur de **40 %**.

A ce jour, la **Ville d'Hirson** gère donc un parc de **25 logements communaux**, dont **8 de type 2**, **5 de type 3**, **9 de type 4** et **3 de type 5**. Parmi ceux-ci, **5 logements** sont actuellement vacants, dont **4** doivent être rénovés avant leur mise en location.

Dès cette année, le **programme de rénovation des logements communaux**, avec des **travaux réalisés en régie** par les **Services techniques municipaux** et le concours du **chantier d'insertion du CCAS** sera donc poursuivi, avec l'objectif de rénover **deux logements par an**.

5) SERVICES PUBLICS

De l'ouverture du nouvel Hôtel de ville à celle de « Cré@lab », nouveau tiers-lieu numérique du quartier de la gare, en passant par l'inauguration des locaux du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) et de la Brigade motorisée, l'année 2025 a permis de franchir de nouvelles étapes dans le renouveau des services publics hirsonnais.

Dès cette année, cette dynamique se poursuivra avec la modernisation du Centre Hospitalier et de l'EHPAD Brisset, l'ouverture d'une Unité d'Accueil Pédiatrique pour Enfants en Danger et la construction d'un nouveau Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP).

► Le nouvel Hôtel de Ville : une opération exemplaire

L'année 2025 restera inscrite dans les mémoires et l'Histoire hirsonnaises. Engagé en janvier 2023, l'aménagement du nouvel Hôtel de ville s'est achevé en juin 2025. Ce vaste chantier a été essentiellement assuré en régie par les Services techniques municipaux.

L'ouverture est intervenue le 23 juin 2025, dans le cadre d'un déménagement minutieusement préparé et organisé sans difficultés.

Le 14 juillet 2025, jour de la Fête nationale, fut une occasion symbolique d'ouvrir les portes de la nouvelle Maison commune à l'ensemble des concitoyens, en leur proposant une visite guidée des locaux et services. Plus de 400 personnes y ont été reçues. Exceptionnellement organisée au cœur du parc de l'Hôtel de Ville, l'arrivée du traditionnel défilé du 14 juillet fut suivie de la plantation d'un arbre de la Liberté.

Aujourd'hui, l'ensemble des usagers des services et la quarantaine d'agents municipaux travaillant sur place bénéficient des progrès réalisés en termes d'accueil du public, d'efficacité et de confort de travail. Les Hirsonnais disposent, enfin, de locaux accessibles à tous, situés au cœur de la ville, en capacité d'accueillir des réunions sous des formats différents.

Sur le plan financier, le budget prévisionnel a été maîtrisé, avec un dépassement limité à 1,41 %. Le coût global de l'opération, comprenant l'acquisition de l'immeuble et les travaux, s'est élevé à 1 077 353 € HT, subventionnés à hauteur de 518 294 € (48,10 %) par l'Etat et le Département.

Réussie à tous points de vue, cette opération exemplaire constitue donc un réel progrès pour le service public communal.

En 2026, toujours en mobilisant les Services techniques municipaux, les derniers aménagements des locaux seront réalisés. A ce titre, le 3^{ème} étage du bâtiment sera adapté pour accueillir les archives communales, les locaux du Comité des Œuvres Sociales, les locaux syndicaux ainsi qu'un espace de convivialité réservé au personnel.

Au rez-de-chaussée de l'immeuble, avec une entrée indépendante, un espace de formation à louer sera aménagé, composé d'une salle de réunion, d'un bureau et d'un bloc sanitaire.

L'évolution de l'Espace France Services

Ouvert depuis le 1^{er} septembre 2020, avec une labellisation accordée par l'Etat et renouvelée en mars 2024, l'Espace France Services a pris toute sa place dans le maillage des services publics hirsonnais.

En 2025, **5 045 personnes** y ont été reçues par les **deux conseillers France Services**, soit une progression de **12,21 %**. Ce chiffre témoigne de **l'utilité de ce guichet**, offrant un **accueil physique de proximité** à tous les usagers confrontés aux **plateformes d'accueil numérique**. Spécifiquement formés, les **deux agents municipaux** proposent un **accompagnement de premier niveau**, afin d'engager des **démarches administratives** dans de **multiples domaines** : **titres d'identité, couverture sociale, prestations familiales, retraite, logement, accès aux droits...** En 2025, **l'assurance maladie, France Titres, la CAF et la CARSAT** demeurent les administrations **les plus sollicitées**.

Outre l'accueil assuré par les deux conseillers, **l'Espace France Services** reçoit également les **permanences de 22 organismes différents**, parmi lesquels, notamment, le **Point d'Accès au Droit**, dont la labellisation a été officiellement renouvelée par le **Tribunal Judiciaire de Laon** le 19 décembre 2025. Pour toutes ces permanences, pas moins de **4 713 personnes** ont été reçues.

En 2025, le montant des **dépenses de fonctionnement de l'EFS** s'est établi à **90 863 €** (dont **78 502 €** pour la mise à disposition de deux agents et **12 361 €** pour les frais généraux). Les **recettes** s'appuient sur une **subvention de l'État** passée de **40 000 € à 45 000 € en 2025**, les **loyers versés par la CPAM de l'Aisne** (**3 800 €**) et, donc, la **participation de la Ville**, à hauteur de **42 063 €**.

La modernisation du Centre hospitalier et de l'EHPAD Brisset

En Thiérache comme sur tout le **territoire national**, **l'accès aux soins** et la **qualité de l'offre de soins** demeurent des **préoccupations majeures**.

En la matière, **l'année 2025** a permis de franchir une **étape décisive**. Après un **travail préparatoire** engagé en avril, le **Contrat Local de Santé du Pays de Thiérache** a été signé le 10 décembre par **l'Etat, l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France, la CPAM de l'Aisne, la MSA et les quatre intercommunalités de Thiérache**.

L'objectif est de construire des **parcours de santé adaptés aux besoins de la population**, de **renforcer les synergies entre tous les acteurs**, de **réduire les inégalités territoriales et sociales** et d'**améliorer la fluidité, les liens et la cohérence entre les dispositifs actuels**.

Cinq priorités sont retenues : **soutenir l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé et l'accès aux soins**, porter une **stratégie de promotion et de prévention**, **accompagner le vieillissement**, **renforcer l'offre à destination des personnes en situation de handicap** et apporter une **réponse en matière de santé mentale**.

Dans ce cadre, grâce, notamment, au **Pacte 3 pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache**, ce document facilite la **concrétisation de projets majeurs**.

En plus de l'arrivée d'une **IRM** et de la **modernisation des urgences**, le **Centre hospitalier Brisset d'Hirson** engage la **transformation de ses locaux** évaluée à **17,4 millions d'euros** avec une **subvention de 90 %**. De même, **l'EHPAD Brisset** sera modernisé pour un total de **14,7 millions €** avec **53 % de subvention**.

Par ailleurs, le **Contrat Local de Santé** va, également, renforcer les synergies et améliorer la fluidité des **relations « ville – hôpital »**.

Aujourd'hui, le Centre hospitalier Brisset a la chance de disposer du **label « Hôpital de Proximité »**, obtenu en **2016** et renouvelé en **2021**, une **reconnaissance** qui souligne son **rôle essentiel** dans **l'accès aux soins pour les habitants de la Thiérache**.

Avec **40 lits de médecine polyvalente**, **15 lits en addictologie**, **30 lits en Soins Médicaux et de Réadaptation**, **4 lits en Hôpital de jour**, un **service d'urgences**, un **Centre Périnatal de Proximité**, une **Equipe de Liaison et de Soins en Addictologie**, et un **service d'imagerie médicale** doté d'un **nouveau scanner en 2025**, et côté EHPAD, **86 lits et 15 places d'accueil de jour**, le **Centre Hospitalier Brisset** constitue une **offre de service en perpétuel développement**.

En 2025, avec ses **342 agents**, dont **58 praticiens de santé**, **151 personnels de soins** et **133 agents hospitaliers techniques et administratifs**, il a assuré **23 257 séjours hospitaliers**, **38 423 consultations**, **7 179 scanners**, **14 818 passages aux urgences** et **528 sorties du SMUR**.

Le renforcement des forces de gendarmerie

Les **politiques de sécurité, de prévention et de tranquillité publique** méritent des **investissements constants**, tant en termes de **moyens humains** qu'en **équipements matériels**.

En 2025, Hirson a connu un **net progrès dans l'organisation de ses forces de Gendarmerie**. Depuis juillet, l'arrivée de la **Brigade motorisée renforce la présence des motards** sur la voie publique. Avec **cinq nouveaux gendarmes** déjà en poste, et **neuf prochainement affectés**, la **BMO** joue pleinement **son rôle**, à la fois de **prévention**, mais également, le cas échéant, de **répression**.

De même, le 27 novembre 2025, l'inauguration des **nouveaux locaux du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie**, installés en **rez-de-jardin du Centre des finances publiques**, constitue une **étape importante**. **Spacieux et fonctionnels**, ces nouveaux locaux permettent à cette **unité composée de treize militaires** de mieux **s'entraîner** et, ainsi, de poursuivre leur **action offensive dans la lutte contre la délinquance**.

Pour obtenir ces **avancées en termes de sécurité**, la **Municipalité** a d'abord obtenu des renforts du **Ministère de l'Intérieur** et s'est engagée à **aider à loger les familles de gendarmes** recrutés à Hirson. **Six nouveaux logements** ont, en effet, été aménagés dans les locaux du **nouvel Hôtel de ville**, et donc à **proximité immédiate de la Brigade Territoriale de Gendarmerie**.

Par ailleurs, la **Municipalité** a **construit les garages** dédiés au **PSIG**, dans la cour du **Centre des Finances Publiques**. Un investissement de **69 973 € HT** subventionné à **80 % par l'État**.

La construction d'un nouveau CAMSP

Les **Centres d'Action Médico-Sociale Précoces (CAMSP)** sont chargés du **dépistage** et de l'**accompagnement des jeunes enfants** présentant des **troubles du développement**.

Installés depuis 2011 place Rousseau, les **psychologues, psychomotriciens, l'ergothérapeute** et les **éducateurs spécialisés** du **CAMSP d'Hirson** prennent donc en charge la rééducation d'enfants prématurés, polyhandicapés, atteints de troubles neuromoteurs, du langage ou autistiques. Face à l'**accroissement des besoins**, d'ores et déjà, depuis le 1er septembre 2025, les **consultations hebdomadaires** sont passées de **trois à cinq jours**.

De plus, sollicité par la **Municipalité** et retenu dans le cadre du **Pacte 3 pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache**, la **construction prochaine de nouveaux locaux**, rue **Hardy**, améliorera les **conditions d'accueil** et de **prise en charge des enfants**. Pour un coût d'investissement estimé à **600 000 €**, la construction de ce **nouveau bâtiment de 309 m²** débutera en 2026.

L'ouverture d'une Unité d'Accueil Pédiatrique pour Enfants en Danger

Les **Unités d'Accueil Pédiatrique des Enfants en Danger (UAPED)** ont pour mission d'offrir, en un **lieu unique**, une **prise en charge globale et pluridisciplinaire** (soin, protection, procédure judiciaire) aux **mineurs victimes de violences**.

Dans le cadre du **plan de lutte contre les violences faites aux enfants** et du **Pacte 3 pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache**, dès 2026, la Ville d'Hirson bénéficiera de l'ouverture d'une **UAPED**, comme elles n'existent actuellement, dans l'Aisne, qu'à **Soissons** et **Saint-Quentin**. **Structure pluridisciplinaire**, l'UAPED regroupera donc, au sein du **Centre hospitalier Brisset**, des soignants spécialisés dans la **prise en charge globale des mineurs**.

« Cré@lab » : un nouveau tiers-lieu (numérique) au quartier de la gare

Achevée le 17 juillet 2025, la reconversion des locaux de l'**ancienne bibliothèque de la gare** a permis de créer le **nouveau tiers-lieu numérique « Cré@lab »**.

Cet espace rénové, d'une superficie de **349 m²**, comprend, notamment, un **auditorium de 35 places**, baptisé « **Amphithéâtre Michel Landerieux** », une **salle de formation** équipée de **12 postes de travail connectés**, un **Fab'Lab** avec un **atelier de fabrication numérique** et de **prototypage**, doté de **deux imprimantes 3D**, d'une **machine de sublimation** et d'une **brodeuse numérique**, un **espace de médiation** et de **coworking**, une **cuisine équipée** ainsi qu'un **espace de détente**.

Accueillis de manière individuelle ou en groupe, pour la découverte des **nouvelles technologies numériques** ou le **suivi de sessions de formations thématiques**, les publics sont accompagnés par les **deux animateurs spécifiquement formés**.

Portée par l'intercommunalité, cette opération, dont le coût global s'est élevé à **523 871 € HT**, a bénéficié d'un **financement de l'Etat** et de la **Région**, au titre du **Pacte SAT**, à hauteur de **377 187 € (72 %)**.

Inauguré le 16 janvier 2026, ce **nouveau tiers-lieu** enrichit l'**offre de services numériques** déjà existante sur la ville, avec, notamment, l'**Espace France Services**, le **Point numérique du Centre Social et d'Animation Culturelle** et la **Micro-folie**.

6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE

*Avec, à la rentrée 2025, **2 431 enfants et jeunes scolarisés sur la ville**, dont **334 élèves en écoles maternelles**, **532 en élémentaires**, **619 collégiens à Cobast** et à **l'Enfant Jésus**, **909 lycéens à Joliot Curie** et **37 étudiants au Campus connecté**, la Ville d'Hirson s'avère une **cité éducative dynamique**, où la **place de l'enfant demeure une priorité**.*

*Chargé de la mise en œuvre du **Service Public de la Petite Enfance** et de l'adaptation du **Projet éducatif de territoire**, la Municipalité investit, chaque année, pour **moderniser les écoles maternelles et élémentaires**, offrir un **service public de restauration scolaire**, des **accueils périscolaires** et des **accueils de loisirs accessibles à tous et de qualité**.*

*En outre, ouvert depuis 2021, le **Campus universitaire connecté** confirme sa réussite, tant sur le plan de son **attractivité** que sur le plan de la **réussite aux examens**.*

Travaux scolaires : le programme 2026

Outre les **multiples interventions** liées à la **maintenance des locaux et des équipements scolaires**, chaque année, la Municipalité engage un **programme d'investissement et de modernisation** bénéficiant aux **dix écoles maternelles et élémentaires**.

En 2025, des **travaux de rénovation énergétique** ont été réalisés pour la **réfection et l'isolation de toitures de l'école des Promenades**. Cette année, celle-ci se poursuivra par le **remplacement des menuiseries extérieures**.

Pendant les **vacances scolaires**, en concertation avec les demandes de la communauté éducative, des **travaux de réfection de classes** et d'autres **locaux scolaires** seront également engagés, **en régie**, par les **Services techniques municipaux**.

L'évolution du Projet éducatif de territoire

Au cours de l'**année scolaire 2024-2025**, sur les **696 élèves inscrits** dans les **écoles publiques maternelles et élémentaires** de la ville, **419** ont bénéficié des **Temps d'Activités Périscolaires (TAP)**, soit un **taux moyen de participation de 60,20 %**.

Lors de la **rentrée scolaire 2025**, consécutivement à la suppression par l'Etat du **Fonds de Soutien au Développement des Activités Périscolaires (FDSAP)**, soit une aide annuelle de **90 € par élève inscrit**, la Municipalité a été contrainte de revenir à la **semaine de quatre jours de classe**, et donc, à regret, de mettre fin à l'**organisation des TAP**.

Afin de répondre aux **besoins des familles**, en concertation avec l'**Education nationale** et après consultation des **Conseils d'école**, un nouveau **Projet Educatif de Territoire (PEDT)** a donc été mis en œuvre à compter de la **rentrée scolaire de septembre 2025**.

Le **retour à la semaine de quatre jours de classe** s'est accompagné par l'**organisation d'un accueil de loisirs le mercredi matin**, ainsi que le **redéploiement des activités culturelles et sportives** de plusieurs **acteurs municipaux** (école de musique, médiathèque, Micro-Folie, Maison de quartier, service des sports) et **associatifs** (CSAC, ludothèque, Francas).

Proposés à partir des **écoles Jean Zay** et du **Centre**, ouvert de 8h30 à 11h30 avec possibilité d'un accueil échelonné de 7h30 à 8h30 et d'un départ échelonné de 11h30 à 12h30, les « **Temps Educatifs du Mercredi** » (TEM) mobilisent **12 animateurs diplômés**. Une **participation financière**, fixée en fonction du coefficient familial et comprise entre **1,60 € et 3 €** la matinée, est sollicitée auprès des familles. La **CAF de l'Aisne** intervient, pour sa part, à hauteur de **2,95 € par enfant** pour la matinée. À ce jour, **43 enfants** sont inscrits dans les TEM.

En outre, la Ville maintient dans chaque école un **accueil municipal périscolaire**, ouvert de 7h30 à 8h30, de 11h30 à 13h30 et de 16h30 à 19h. En 2025, **189 enfants** (+ 20,38 %) en ont bénéficié avec **22 182 heures d'accueil réalisées**.

La restauration scolaire : un service en constante progression

En 2025, comme au cours des années précédentes, le **service de la restauration scolaire** a confirmé son **attractivité auprès des familles**. Il a produit, en effet, pas moins de **103 667 repas** (+ 3,77 %), dont **53 663 repas servis dans les 10 restaurants scolaires hirsonnais** (+ 3,48 %), **36 489 repas portés dans 13 écoles de communes extérieures** (- 3,32 %), **9 238 pour les accueils de loisirs** (+ 3,35 %) et **4 277 servis auprès de la Maison de la Petite enfance**. S'y ajoutent les **52 301 petits-déjeuners servis dans les écoles maternelles** de la ville.

Au-delà de l'attention portée à la **qualité** et à l'**équilibre nutritionnel des repas**, du **recours privilégié aux circuits courts, aux produits frais et aux producteurs locaux**, la **tarification du repas à un euro**, élargie à plus de familles depuis le 1^{er} novembre 2024, contribue au **succès du pôle de restauration municipale**.

Pour rappel, **en fonction du quotient familial**, le **prix des repas** servis dans les **restaurants scolaires hirsonnais** varie de **1,00 € à 2,80 €** pour les élèves des **écoles maternelles**, et de **1,00 € à 3,70 €** pour ceux des **écoles élémentaires**. A ce titre, l'État alloue à la commune une **aide financière de 3 euros** pour chaque repas servi au **tarif maximal d'un euro**.

Maison de la Petite Enfance : une prise en charge améliorée

Avec une gestion confiée au **Centre Social et d'Animation Culturelle**, la **Maison de la Petite Enfance « Le Petit Prince »** est dotée d'un **service multi-accueil de 25 places**, d'un **Relais de la Petite Enfance**, chargé d'animer un **réseau de 113 assistantes maternelles** (dont 33 résidant à Hirson) offrant **422 places agréées**, ainsi que d'un **Lieu d'Accueil Enfants/Parents**.

Le **service multi-accueil** prend en charge les **enfants de moins de six ans, du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30**, sans interruption, soit une amplitude de **11 heures par jour** pour un total de **55 heures hebdomadaires**. Labellisé « **Crèche à Vocation d'Insertion Professionnelle** » (AVIP), le service réserve des places aux enfants dont les parents sont engagés dans une **démarche d'insertion professionnelle** et ayant besoin d'un mode de garde. Par ailleurs, l'**accueil d'enfants en situation de handicap** est également assuré, en relation avec le **Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)**.

Depuis septembre 2024, à l'initiative de la Municipalité, **sans aucune augmentation des tarifs d'accès**, et donc à **titre gratuit**, les enfants accueillis bénéficient de la **fourniture des couches et divers produits d'hygiène**, ainsi que de **repas et goûters** produits par le **Pôle de restauration municipal**. Soit **4 277 repas** servis en 2025. Pour rappel, pendant trois années, dans le cadre du **Fonds d'Innovation pour la Petite Enfance**, l'Etat et la CAF soutiennent, à hauteur de **80 %**, cette nouvelle prestation.

En 2025, **92 enfants** ont été accueillis dans le **service multi-accueil** de la Maison de la Petite Enfance, dont **47 résidant hors d'Hirson (5 %)**, soit un **taux d'occupation de 76 %**.

Sur le plan budgétaire, pour la gestion de la Maison de la Petite Enfance, outre les financements accordés par la **CAF de l'Aisne**, au titre de la **prestation de service « Accueil du jeune enfant »** et de la **Convention Territoriale Globale**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle** perçoit une **subvention communale de 107 740 €**.

Dès 2026, avec un **soutien sollicité** auprès de la **CAF de l'Aisne**, la Ville d'Hirson engagera l'**aménagement des locaux du service multi-accueil**, afin d'assurer son **isolation phonique**.

Campus connecté : un succès confirmé et une extension programmée

Ouvert en septembre 2021, le **Campus universitaire connecté d'Hirson** accueille des étudiants se trouvant dans l'impossibilité de poursuivre leurs **études en présentiel** dans les universités ou autres établissements d'enseignement supérieur.

Depuis cinq années, la **progression du nombre d'étudiants accueillis** témoigne du **bien-fondé** de ce dispositif : **11 en 2021, 17 en 2022, 19 en 2023, 27 en 2024 et 37 en 2025**. En 2024-2025, le **taux de réussite aux examens** atteint **84,2 %**.

Reposant sur la qualité de l'**accompagnement éducatif et pédagogique** proposé, l'optimisation **des conditions d'accueil et de prise en charge** de chaque étudiant, ce succès se traduit, également, par la **diversité des partenariats** établis, par convention, entre la **Ville d'Hirson**, le **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**, la **Banque des Territoires**, le **Centre d'Information et d'Orientation de Laon-Hirson**, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** (pour la mise à disposition des locaux), l'**Université Technologique de Compiègne**, en tant qu'université partenaire, et des **partenaires locaux associés** comme la **Mission Locale pour l'Emploi**, la **Maison des Entreprises de Thiérache et de la Serre (METS)** et la **Maison de l'Europe de la Grande Thiérache**.

En 2025, sur le plan budgétaire, les **dépenses de fonctionnement** du Campus connecté s'élèvent globalement à **114 377 €**, dont **23 996 €** à la charge de la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, pour la mise à disposition des locaux, **85 260 €** à la charge de la **Ville d'Hirson**, pour les frais d'encadrement et fournitures administratives, et **5 121 €** à la charge de l'**Université Technologique de Compiègne**, pour les frais d'accompagnement pédagogique.

En recettes, la **Banque des Territoires** accorde, pour une **durée de cinq ans**, un **financement prévisionnel de 300 000 €**. En 2021, à la signature de la convention, la Ville a perçu une **avance de 120 000 € (40 %)** et, en 2025, suite à la validation du **bilan intermédiaire**, un **acompte de 90 000 € (30 %)**. En 2026, au vu du **bilan final**, elle percevra le **solde de la subvention**, soit **90 000 € (30 %)**.

Le premier semestre de l'année 2026 sera consacré à la **préparation d'une nouvelle convention de financement avec l'Etat**, pour une période de **trois ans**. Dans ce cadre, de **nouveaux partenariats** sont envisagés, notamment avec l'**Université Polytechnique des Hauts-de-France** et **Sciences Po Lille**.

En outre, compte tenu de l'évolution du **nombre d'étudiants accueillis**, en concertation avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières** gestionnaire des locaux et le **Centre d'Information et d'Orientation**, une **extension des locaux d'accueil** sera réalisée au 1^{er} étage de l'immeuble, avec le concours des **Services techniques municipaux**.

7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE

Après, en 2024, l'obtention du label « Terre de jeux », depuis 2025, Hirson est labellisée « Ville Active et Sportive » par l'Agence Nationale du Sport. Au-delà des nombreuses manifestations et compétitions sportives organisées chaque année, cette reconnaissance nationale souligne, non seulement, l'engagement de la Municipalité pour favoriser l'accès et la pratique du sport pour tous, mais également, le dynamisme des 21 clubs sportifs de l'Office municipal des Sports.

Dans la continuité de l'action engagée pour la modernisation des équipements sportifs, en 2026, la Municipalité assurera, notamment, la rénovation du revêtement de sol du gymnase Dropsy.

La rénovation du gymnase Dropsy

La vie sportive hirsonnaise est riche de la diversité de ses **21 clubs adhérents** à l'**Office Municipal des Sports**. Pour la Municipalité, l'un des enjeux de la **politique sportive** demeure donc d'**offrir à ces clubs des équipements de qualité** pour **s'entraîner**, pouvoir **accueillir et assurer des compétitions régionales, voire nationales, et même internationales**, comme le **Meeting de saut en hauteur**.

Outre la **rénovation complète et la mise aux normes du stade Léo Lagrange**, ainsi que celle des **trois courts de tennis extérieurs**, chaque année, **des investissements** sont réalisés sur les installations sportives.

En 2025, pour **améliorer les conditions de visibilité lors des compétitions de saut en hauteur ou de gymnastique**, l'**éclairage du gymnase Hébert** a été modernisé avec l'installation de **leds**.

Il a également fallu **répondre à l'urgence de la réfection du plafond de la salle Décamp**, entraînant une opération imprévue de **25 301 € HT**, financée à **55 % par l'État**.

D'autres travaux ont été réalisés en régie par les **Services techniques municipaux**, avec le remplacement de **60 mètres linéaires de garde-corps au stade des Champs-Élysées** et **l'aménagement de deux terrains de pétanque aux quartiers de La Verrerie et du Champ Roland**.

En 2026, le **principal investissement** portera sur la **rénovation complète du revêtement de sol du gymnase Dropsy**. Utilisé par les **clubs sportifs**, au premier rang desquels le **futsal**, le **badminton** et **l'athlétisme**, tant pour les **entraînements** que pour les **tournois et compétitions**, et par les **lycéens de la cité scolaire Joliot-Curie**, ce **gymnase** offre un **terrain multisports** accueillant la **pratique de multiples disciplines** telles que le **handball**, le **basket**, le **volley**, le **hockey**, le **tennis** et le **tennis de table**.

Estimée à **129 295 € HT**, cette opération est subventionnée à hauteur de **55 % par l'Etat**, au titre de la **DETR**, et, sous réserve de confirmation, par la **Région**.

Office Municipal des Sports : 21 clubs toujours soutenus

Avec, aujourd'hui, **1 907 sportifs licenciés**, dont **46 honorés** lors de la **remise des Trophées du Sport** organisée le 28 novembre 2025 à la salle de l'Eden, Hirson accorde une **place de choix** à la **pratique du sport**.

Comme chaque année, de multiples **événements sportifs** se succéderont en 2026, parmi lesquels le **Meeting international de saut en hauteur**, le 25 janvier, monté en puissance, avec la participation de **73 sauteurs de 15 nationalités différentes** ; le **Parcours du Cœur**, le dimanche 26 avril ; le **Rallye des contes et légendes**, le dimanche 10 mai ; la **course cycliste de la Pentecôte**, le lundi 25 mai ; la **23^{ème} édition de « La Cantonale »**, le dimanche 12 juillet ; le **raid VTT des Trois-Rivières**, le dimanche 23 août ; la **Fête du sport**, le samedi 19 septembre ; les **« 10 kilomètres d'Hirson »**, le dimanche 20 septembre ; la **« Coupe départementale des ceintures noires de judo »** le mercredi 11 novembre ; la **soirée des Trophées de l'Office Municipal des Sports**, le vendredi 27 novembre, et enfin, le **cross de Blangy**, le dimanche 13 décembre.

Au-delà du **soutien technique** apporté à tous les clubs, pour **l'organisation** de leurs différentes manifestations, la **Municipalité** maintient son **soutien financier**, en accordant à **l'Office Municipal des Sports** une **subvention de 72 000 €**, tout en lui laissant une **totale liberté** dans la **fixation de ses critères de répartition** entre les clubs.

8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

*Alors même que, sur le plan national, les **acteurs culturels** sont confrontés à la **diminution des financements publics**, sur le plan local, il importe de **garantir une offre culturelle accessible à tous, attractive et diversifiée**.*

*La **politique culturelle** portée par la Municipalité passe donc par un appui sans faille apporté aux **équipements culturels**, par l'**encouragement des synergies** entre les **différents acteurs**, par le **maintien d'une saison culturelle transfrontalière**, toujours élargie à de **nouveaux partenaires**, et par le **soutien à la vie associative**.*

Complexe de l'Eden : un accueil amélioré pour le public et les artistes

Le **réaménagement des locaux de l'ancienne Mairie**, rue Charles de Gaulle, a pour objectif d'améliorer les **conditions d'accueil du public et des artistes** fréquentant la **salle de l'Eden**. Au **rez-de-chaussée**, la création d'un **foyer d'accueil**, de **nouvelles loges** et d'un **nouveau bloc sanitaire** est donc prévue.

Au **1^{er} étage**, les espaces libérés seront **mis à la disposition des associations**, pour leurs assemblées générales et leurs réunions. Au **second étage**, un **nouveau logement communal** sera créé.

Conservatoire municipal de musique : un pôle musical renforcé

L'éducation musicale repose sur l'intervention de **plusieurs acteurs Hirsonnais**.

Le **Conservatoire municipal de musique**, avec ses **144 élèves inscrits** et ses **13 professeurs**, l'**Harmonie municipale**, les « **Caves à musique** », avec leur **quarantaine d'élèves**, et la **Batterie-Fanfare**, ont pris l'habitude de **travailler ensemble** lors des manifestations culturelles, telles que la « **Semaine de la Voix** ».

En 2025, un **pas supplémentaire** a été franchi avec l'**intégration d'un pôle des musiques actuelles**, porté par les « **Caves à musique** », au sein du **Conservatoire municipal de musique**. Ce rapprochement permet, non seulement, de **multiplier les rencontres et les synergies**, mais également, de **renforcer chacune des structures**.

Sur le plan budgétaire, en 2025, la Municipalité a consacré au **Conservatoire de musique** **372 203 € en dépenses de fonctionnement** et **4 361 €** pour l'**acquisition d'instruments**. Sur le plan des recettes, les **cotisations des élèves** se sont élevées à **24 997 €**. La **subvention du Département de l'Aisne** a, quant à elle, diminué de **40 %**, passant ainsi de **19 250 €** à **11 550 €**. La part restant à la charge de la ville s'élève donc à **340 017 €**.

Médiathèque et Micro-folie : un programme en synergie

Sous l'impulsion du **Plan municipal de développement de la lecture publique** engagé depuis 2019 et renouvelé en 2025, la **Médiathèque du Château** n'a jamais connu **autant de lecteurs**.

En 2025, elle a encore accru de **9,58 %** son **nombre d'abonnés lecteurs actifs**, passant de **772 à 846** et donc, logiquement, le **nombre de prêts de livres** passant, quant à lui, de **7 811 à 8 108** (+3,80 %). **189 nouvelles inscriptions** ont, également, été enregistrées.

La gratuité pour tous, les six cafés littéraires organisés, les neuf séances de « l'Heure du conte », les rencontres intergénérationnelles, les accueils hebdomadaires des enfants des écoles, des accueils périscolaires et de loisirs, les jeunes du collège Cobast et du lycée Joliot Curie, le portage de livres à domicile, l'accueil de résidences d'auteur ont réussi à diversifier et mobiliser les publics lecteurs.

Avec 12 398 livres mis à disposition du public, dont 5 891 pour le public jeunes, et 648 nouveautés acquises en 2025, la Médiathèque du Château confirme ainsi son dynamisme et son attractivité auprès de tous les publics.

Ouverte depuis 2019, la Micro-folie, quant à elle, a reçu son 10 000^e visiteur en septembre 2025. Outre son attractivité croissante vers les publics scolaires, cette année, ce musée numérique a renforcé ses coopérations transfrontalières, avec des interventions auprès des centres culturels de la Botte du Hainaut : Momignies, Chimay et Sivry-Rance.

Quartier du Château : un nouvel espace de convivialité

D'année en année, le quartier du Château s'affirme comme un pôle d'activités culturelles incontournable.

Outre la présence du Centre Social et d'Animation Culturelle, des Caves à musique et de la Médiathèque, l'ouverture de la galerie Gilbert Arduin et celle de la Micro-folie contribuent à développer et à diversifier l'offre culturelle.

Chaque année, l'organisation de la « Fête de la musique », en juin, ou du « Petit Montmartre », en septembre, démontre l'attrait du public pour ce quartier historique cher au cœur des Hirsonnais.

Forte de cette dynamique partagée, la Municipalité porte donc aujourd'hui le projet d'aménagement d'un nouveau lieu de convivialité dans l'aile et la cour du musée.

Voisine, la Micro-folie dispose, en effet, d'un musée numérique, et avec la salle Didier Lockwood, d'un espace scénique. L'ajout d'un lieu de convivialité améliorera les conditions d'accueil du public, en lui permettant de prolonger les visites par des temps d'échanges.

Corrélativement, soutenue par la CAF de l'Aisne, l'association « La Boîte aux Étoiles » porte un projet d'Espace de Vie Sociale s'appuyant sur deux pôles : la ludothèque du quartier du Champ Roland, ouverte depuis 2012, et la création d'un bar ludique et culturel itinérant. Ce dernier aura donc, également, vocation à s'installer au cœur du quartier du Château, complétant le Tiers-lieu numérique « Cré@lab » ouvert près de la gare.

Dans cet objectif, il est donc prévu d'aménager l'aile et la cour du musée, afin d'y installer un lieu de convivialité, pour accueillir des temps d'animation en intérieur ou en extérieur. Les locaux rénovés disposeront d'une salle d'accueil, d'un bar et de sanitaires et la cour extérieure bénéficiera d'une scène couverte et d'un éclairage renouvelé.

Approuvée par le Conseil municipal du 10 décembre 2025, cette opération, dont le coût global est estimé à 178 332 € HT, sollicite des subventions à hauteur de 80 % auprès de l'État et de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aisne.

Cinéma : la priorité au retour des publics

Sur le plan national, en l'absence de films fédérateurs comme, en 2024, « Un P'tit truc en plus » et « le Comte de Monte-Cristo », 2025 restera une année en demi-teinte pour le cinéma. La France

affiche ainsi **156,8 millions d'entrées** dans les salles, contre **181 millions** en 2024, soit un **recul de 13,4 %**.

Cette évolution frappe donc, logiquement, le **cinéma hirsonnais**. Outre les **effets de la crise sanitaire des années 2020 et 2021**, faisant passer la fréquentation de **82 896 entrées** en 2019 à **47 603 entrées en 2022 (- 42,57 %)**, depuis le 1^{er} juin 2022, le « Sonhir » est, également, confronté, à la **réouverture du cinéma de Fourmies**.

Le Sonhir connaît donc une **dégradation sensible du nombre d'entrées**, passant de **59 830 en 2023 à 54 403 en 2024 (-9,07 %)** et **43 162 en 2025 (- 20,66 %)**, même si, toutefois, la **fin de l'année 2025** et le **début de l'année 2026** inversent cette tendance.

Dans ce **contexte difficile**, astreint à une **période de redressement judiciaire** engagée du 15 octobre 2025 au 24 avril 2026, l'association du « Sonhir », délégataire du service public, a engagé un **plan d'économies de fonctionnement**.

Pour 2026, la **subvention municipale** devrait donc être maintenue, comme en 2025, à **90 000 €**.

Saison culturelle transfrontalière : un partenariat sans cesse élargi

Depuis 1997, la **saison culturelle transfrontalière** ne cesse de s'élargir à de **nouveaux publics, territoires et partenaires**. Après **Anor, Momignies, Trélon, Sains-Richaumont, Any-Martin-Rieux** et la **Communauté de communes Ardennes Thiérache**, depuis 2025, **Mondrepuis** a, également, rejoint cette **programmation culturelle**.

En outre, le **microprojet transfrontalier « TAR/MAC »**, financé à **100 %** par **Interreg VI**, a encore permis de renforcer ce partenariat avec l'**Office de Tourisme du Pays de Thiérache**.

A Hirson, en 2025, **4 744 spectateurs** ont participé aux **35 spectacles organisés**, notamment, lors du **21^e Festival de Jazz**, des **28^e Rencontres Transfrontalières**, de la **2^e Semaine de la Voix**, du **8^e Printemps de Kit Armstrong**.

En 2026, le **22^e Festival de Jazz Didier Lockwood**, des 6 et 7 mars, accueillera **Michel Fugain** et **Jacky Terrasson**. Du 16 au 24 mai, les **29^e Rencontres Transfrontalières** auront, notamment, à leur programme, salle Carpentier, les **Chevaliers du fiel** et **Daniel Guichard**. Du 2 au 5 juin, se succéderont la **troisième édition de la « Semaine de la Voix »** et le **neuvième printemps musical de Kit Armstrong**.

Vie associative : le soutien de la Municipalité

Reposant, avant tout, sur l'engagement des bénévoles, la vie associative joue un rôle essentiel, non seulement dans l'animation de la ville, mais également dans les politiques **éducative, sportive, culturelle et sociale** portées par la Municipalité.

Au-delà de son **appui administratif et technique**, et le cas échéant, de la **mise à disposition de locaux et d'équipements**, en 2025, la Municipalité a, également, accordé **581 758 € de subventions** auprès de **57 associations**. S'y ajoutent les **divers financements** obtenus dans le cadre du **Contrat de ville**.

9) PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

*Depuis 26 années, le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) de Buire, Saint-Michel et Hirson** multiplie les actions de lutte contre la délinquance. Indispensable complément des **politiques de sécurité publique** menées par les **forces de gendarmerie**, l'effcience de l'action du CISPD demeure **reconnue au niveau départemental**.*

*Cette année, le renfort attendu des **forces de gendarmerie**, par l'arrivée de la **Brigade motorisée (BMO)**, contribuera à renforcer l'efficacité des forces de sécurité, tout comme d'ailleurs, l'**adaptation du dispositif de vidéoprotection**.*

Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD

Depuis 1998, le Centre Communal d'Action Sociale d'Hirson gère et anime le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)** créé par les communes de **Buire, Hirson et Saint-Michel**.

Instance de concertation, mobilisant de **nombreux acteurs**, parmi lesquels **les élus** des communes concernées, les **représentants des services publics de l'Etat** et ceux des **associations**, le CISPD conduit une **politique active de prévention, d'aide aux victimes et de lutte contre la délinquance**.

Réunie à la **Maison de la Petite Enfance « Le Petit Prince »** le 18 juin 2025, l'**Assemblée plénière du CISPD** a adopté son **programme d'actions 2025**. Il comporte, à nouveau, **six axes d'intervention**.

La prévention de la délinquance des jeunes et l'accompagnement des familles s'appuie principalement sur les interventions de la **Maison de la prévention et de la protection des familles de l'Aisne**, de la **Gendarmerie**, du **Centre Social et d'Animation Culturelle (CSAC)** chargé de l'accompagnement d'un public primo-arrivant, des **Francas**, au titre de la gestion du **dispositif « Nos quartiers d'été »**, ainsi que des **animateurs de quartiers** de la Ville.

À ce titre, sont, notamment, organisés **des activités d'été** et la **mobilisation des habitants** avec le projet **« En avant les familles »**, la découverte des **institutions judiciaires**, des **séances d'éducation à la loi et à la citoyenneté et sur le respect**, auprès des scolaires et des partenaires, du **théâtre Forum sur l'estime de soi** auprès des collégiens, ainsi que des **séjours ados avec les Francas**.

La prévention de la récidive implique, notamment, les services de la Justice, avec la poursuite des **audiences délocalisées** à Hirson du **Délégué du Procureur de la République**, le développement des **mesures alternatives aux poursuites pénales** mises en œuvre par la **Protection Judiciaire de la Jeunesse**, les **mesures de suivi** prises en charge par le **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation**, ainsi que le **Rappel à l'ordre** et les **mesures de transaction** prononcées par le Maire.

La prévention des violences faites aux femmes, et plus globalement, **intra-familiales**, et l'**aide aux victimes**, sont prises en charge lors des **permanences** de la **Juriste de « France Victimes 02 »**, tenues à l'**Espace « France Services »** et à la **Mairie de Saint-Michel**. Elles sont, également, développées grâce aux actions du **réseau local de lutte contre les violences conjugales**,

comprenant le **renforcement des campagnes de communication**, des **séances d'informations auprès des scolaires et partenaires** et, cette année, l'organisation d'un « **Serious Game** » à **destination des professionnels**, relatant le parcours judiciaire d'une victime de violences conjugales.

En matière de **tranquillité publique**, au-delà du **renforcement de la présence des forces de Gendarmerie**, notamment concrétisé cet été avec l'**arrivée de la Brigade motorisée**, sont également mobilisées les interventions d'une **brigade de surveillance équestre**, déployée en juillet et août et durant les trois périodes annuelles de formation des gardes, et celles de l'**agent de médiation sociale**, appuyé par la **médiatrice « santé »**. Animée par le CISPD, la « **cellule de veille sécurité** » permet, entre autres, de **coordonner l'ensemble des intervenants**.

Enfin, il est rappelé qu'un **arrêté municipal du 13 juin 2025** interdit la **consommation d'alcool sur la voie publique** au cours de la **période estivale**, pour une application du 16 juin au 30 septembre 2025.

La **lutte contre les addictions et la sécurité routière** reposent, quant à elles, sur de plusieurs actions : les interventions, notamment dans les établissements scolaires, de la **Maison de prévention et de protection des familles de l'Aisne** et du **Formateur Relais Anti-Drogue (FRAD)** ; l'animation d'un **groupe de travail sur les addictions et les comportements à risques** ; l'organisation d'une **journée d'action sécurité routière** auprès des lycéens, comprenant un « **Escape Game** » et une **simulation de désincarcération** ; les interventions du **Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie 02 (CSAPA)** dans la **réduction de la consommation et des prises de risques** liées aux addictions, les **permanences** du **Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)**. S'y ajoutent l'organisation de **séances de théâtre interactives sur l'utilisation abusive des écrans** ; les **échanges d'informations sur les addictions aux collèges** avec le **Centre Social et d'Animation Culturelle (CSAC)** ; le **théâtre forum « Ban Tes Cabales »** avec l'Association du Pays de Thiérache et d'Aubenton Hirson Rural (**APTAHR**) et une ouverture des jeunes par la **poursuite du projet « santé pour tous »** au lycée Joliot Curie.

Enfin, la **prévention des discriminations et de la radicalisation** est poursuivie avec une sensibilisation des **scolaires du second degré et des familles**, par le biais de **deux journées de théâtre interactif sur les dérives sectaires** et l'organisation de **temps d'échanges, en lien avec le CSAC**.

Au total, pas moins de **33 actions, dont trois nouvelles**, sont ainsi programmées.

À titre indicatif, le **plan de financement** de ce programme 2025, dont le coût global est estimé à **244 351 €**, repose sur les **subventions sollicitées auprès de l'Etat et de la Région**, à hauteur de **65 300 €** ; **auprès d'autres financeurs** (CAF, participations des usagers...) pour **38 235 €**, ainsi que sur les **participations des communes** à hauteur de **140 816 €**, dont **97 555 €** au titre de la valorisation du personnel et des locaux mis à disposition.

Indispensable au **maintien des liens sociaux**, à l'**éducation** et à la **prévention**, ainsi qu'à la **coordination des actions**, le CISPD demeure donc, **pour l'ensemble des habitants**, un **élément fondamental de la politique de sécurité publique**.

L'adaptation du dispositif de vidéoprotection

Disposant aujourd'hui de **27 caméras** actives, dont **17 caméras dômes à 360°**, **4 caméras fixes** et **6 caméras de lecture automatique de plaques (LAPI)**, le **dispositif de vidéoprotection** de la Ville d'Hirson contribue, notamment, à **faciliter les enquêtes de la gendarmerie**. En 2025, le

Centre de Supervision Urbaine (CSU) a reçu **102 réquisitions judiciaires**, contre **107** l'année précédente.

L'ensemble du dispositif participe, également, à la **sécurisation des principales voies de circulation** et des **entrées et sorties de ville**.

En **2026**, de **nouveaux investissements** seront réalisés afin de remplacer progressivement les **premières caméras dômes** par de **nouvelles caméras fixes**, dont l'exploitation s'avère plus aujourd'hui plus efficiente.

10) POLITIQUES CONTRACTUELLES

*Au-delà des **subventions systématiquement mobilisées auprès de l'Europe** (programmes Leader, Interreg VI), de l'**Etat**, de la **Région** et du **Département**, la Municipalité se porte candidate dans l'ensemble des **politiques contractuelles** proposées.*

*Le **renouvellement du Contrat de ville**, « **Engagement Quartiers 2030** permet de **mobiliser des aides** pour les quartiers « **Champ Roland et bords de l'Oise** » et « **Gare et Verrerie** » dont les **périmètres** ont été élargis.*

*Depuis 2023, le **programme « Petites Villes de Demain »** déploie une **Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)** mobilisant des **financements spécifiques**.*

*Renouvelé avec la **Région des Hauts-de-France**, le **programme régional de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs** soutient la **requalification du centre-ville**.*

*Signé le 2 septembre 2025, le **Pacte 3 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache** donnera à la Ville d'Hirson la possibilité de **poursuivre ses opérations d'urbanisme et d'initier de nouveaux projets**, notamment en matière de **logement et de résorption des friches**.*

Le Contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 »

Couvrant la **période 2024-2030**, le **Contrat de ville « Engagement Quartiers 2030 »** a pour objectif d'**améliorer les conditions de vie des habitants** des deux quartiers « **Champ Roland et bords de l'Oise** » et « **Gare et verrerie** », dits quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Trois piliers d'action en constituent les fondamentaux : **l'emploi et le développement de l'activité économique**, le **cadre de vie et le renouvellement urbain** et la **cohésion sociale**. Y sont, également, retenus des **axes transversaux** concernant la **lutte contre les discriminations**, les **actions envers les jeunes** et **l'égalité Femme et Homme**.

En 2025, le **Contrat de ville** permet de financer **16 actions** portées par **8 associations**, concernant **l'emploi et la formation** ainsi que la **cohésion sociale et le vivre ensemble**, mobilisant ainsi les participations de l'**Etat**, à hauteur de **80 000 €**, de l'**OPAL** à hauteur de **27 084 €** et de **Clesence**, à hauteur de **8 416 €**.

Au-delà de ces **financements**, le **Contrat de ville** bénéficie, également, de subventions liées aux programmes « **Quartiers d'été** » de l'**Etat** (**33 622 € en 2025**), « **Nos Quartiers d'été** » (**5 000 € en 2025**) et au **Programme d'Initiatives Citoyennes** (**5 000 € en 2025**) de la **Région** ainsi que **83 665 €** pour le financement de **trois postes « adultes relais »** chargés de la **médiation sociale**.

Toujours en 2025, au titre de l'**abattement de 30 % de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties** dont ils bénéficient pour leurs **logements** situés dans les **quartiers prioritaires de la politique de la ville**, l'OPAL et Clesence ont mobilisé, respectivement, **139 677 €** et **11 712 €** afin d'améliorer la **qualité du cadre de vie, renforcer la cohésion sociale et favoriser le développement social des quartiers**.

En 2026, compte tenu de **reports de crédits** non engagés en 2025, les montants de cet abattement permettront de mobiliser **208 939 €** pour l'OPAL (pour 461 logements concernés) et **119 760 €** pour Clesence (pour 105 logements).

Lors du **Comité de pilotage** du Contrat de ville organisé le 9 février 2026, à nouveau **16 actions** portées par **8 associations** ont été retenues dans le cadre de l'**appel à projets 2026**. Seront ainsi financés par l'Etat et les bailleurs sociaux l'association « **Thiérache Sport Nature** » pour un **stage de découverte de la pratique des sports** ; le **Centre Communal d'Action Sociale** pour les **ateliers d'insertion** et le projet « **Les familles en action** » ; le **Centre Social et d'Animation Culturelle** pour les actions « **Esprit de famille** », « **Les Bardes de l'impasse** », « **Savoir +** », « **l'Atelier Lire Ecrire Parler** », « **Ma Ville, mes valeurs** » et « **Ados en musiK** » ; « **Face Thiérache** » pour les actions « **Place à l'emploi** », « **Mob emploi Hirson** » et « **Job sur mon 31** » ; la **Fédération Régionale des Centres d'Information du Droit des Femmes et des Familles** pour l'action « **En voiture Nina et Simon.e.s.** » ; l'association « **La Boîte aux Etoiles** » pour la **ludothèque du Champ Roland** ; « **Les concerts de poche** » pour l'action « **Toutes et tous en scène dans les quartiers d'Hirson** » et les **Francas de l'Aisne** pour l'action « **Paroles d'habitants et esprit critique** ».

« Petites Villes de Demain » : l'Opération de Revitalisation du Territoire bien engagée

Après la signature, le 26 avril 2021, de la convention d'adhésion au programme « **Petites Villes de Demain** », l'**Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)** a été signée le 6 juillet 2023 entre l'Etat, la **Communauté de Communes des Trois-Rivières**, le **Conseil Départemental de l'Aisne**, le **PETR de Thiérache** et la **Ville d'Hirson**.

Déclinant **cinq axes stratégiques** (économie et commerce, habitat et logement, transition écologique, requalification urbaine des espaces publics et cohésion sociale) ainsi que **deux axes transversaux** (coopération transfrontalière et renforcement de l'ingénierie), l'ORT programme **28 actions opérationnelles**.

Lors du **Comité local** organisé le 18 décembre 2025, il a été constaté que, depuis 2023, **70% des actions programmées** sont aujourd'hui **finalisées** et **30 % engagées**. A ce titre, **6 622 129 €** ont été investis sur la ville d'Hirson, dont **3 197 305 €** par l'Etat, **714 496 €** par la **Région**, **524 963 €** par le **Département**, **41 638 €** par la **Banque des Territoires**, **45 000 €** par les **fonds européens (Leader)**, **27 241 €** par l'**Agence Nationale de Cohésion des Territoires**, **12 500 €** par les **bailleurs sociaux** et **2 056 984 €** par la **Ville d'Hirson**.

Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs » : 1 million € de subventions

Depuis 2019, le **Conseil régional des Hauts-de-France** met en œuvre un dispositif de **revitalisation des centres-villes et centres-bourgs**. **114 communes** en ont bénéficié dans sa **première phase (2019-2022)** et **148** dans sa **seconde (2023-2025)**.

Pour ce qui la concerne, la **Ville d'Hirson** en bénéficie depuis 2019. A ce titre, ce **programme** a permis de cofinancer la **réalisation du giratoire de la place Victor Hugo**, à hauteur de **288 244 € (50 %)**, un **programme de vitrophanies**, à hauteur de **21 859 € (50 %)** et la **requalification de l'avenue Mitterrand**, à hauteur de **327 788 € (50 %)**.

Dès 2026, une **nouvelle subvention** sera sollicitée à hauteur de **362 109 €**, pour le cofinancement de l'opération de **résorption des friches urbaines et d'aménagement des berges de l'Oise**.

Au total, le **programme régional « CV/CB »** aura donc permis de mobiliser, en faveur de la requalification du centre-ville, **un million € de subventions** de la Région.

Le Pacte SAT 3 : de nouvelles opérations programmées sur la période 2025-2029

Signé le 7 novembre 2018 à **Sars-Poteries**, pour la période **2018-2021**, le **premier Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT)** engage **173 millions d'euros de l'Etat, 90,9 millions de la Région et 5 millions de fonds européens** pour la mise en œuvre de **35 actions**, dont, notamment, l'engagement de la mise à **2 X 2 voies de la RN2** entre Laon et Maubeuge, le **déploiement des micro-folies** et des **Espaces « France Services »**, la **construction du nouveau centre hospitalier de Maubeuge**, d'un nouveau **commissariat à Aulnoye-Aymeries**, ou encore **l'ouverture du Campus connecté d'Hirson**.

Approuvé le 19 novembre 2021 à **Guisse**, pour la période **2022-2024**, le **Pacte SAT 2** poursuit les actions entreprises sur **quatre axes** : **renforcer les infrastructures de transport** (RN2, lignes ferroviaires, covoiturage, bornes électriques, vélo-route) ; **assurer la transition écologique du territoire** (résorption des friches industrielles et urbaines, réseaux de chaleur, développement des écoquartiers, rénovation de l'éclairage public à leds, développement du photovoltaïque, sécurisation de l'alimentation en eau potable) ; **agir pour l'inclusion de tous** (Cité de l'Emploi, économie sociale et solidaire, lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, création de places de crèches, lutte contre l'habitat indigne) ; **améliorer l'attractivité du territoire** (projet territorial de santé, projet éducatif global, accès à la culture, valorisation du patrimoine, stratégie culturelle et touristique coordonnée).

Ce **Pacte SAT 2** associe également de **nouveaux partenaires**, parmi lesquels, notamment, la **SNCF**, les **bailleurs sociaux**, les **CAF**, la **Fédération des centres sociaux**, la **Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)**, l'**Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT)**, les **agences de l'eau**, l'**Etablissement Public Foncier des Hauts-de-France**, **La Poste** et la **Banque des territoires**.

Pour rappel, au titre des enveloppes budgétaires des **Pacte SAT 1 et 2**, la Ville d'Hirson a déjà obtenu une **subvention de 205 825 €** pour la première phase de l'opération concernant la **résorption de friches urbaines et la valorisation des berges de l'Oise** ; une **subvention de 199 270 €** pour la création d'un **centre de formation et de logements dans l'ancienne résidence du Val d'Oise**, une **subvention de 69 885 €** pour la **sécurisation du barrage de Blangy** et une **subvention de 253 975 €** pour la phase 2 de l'opération de **résorption des friches urbaines et la valorisation des berges de l'Oise**.

Enfin, conclu le 2 septembre 2025 à **Fourmies**, après le passage du Ministre de l'aménagement du territoire à **Hirson**, cette fois-ci pour une **période de cinq ans (2025-2029)**, le **Pacte SAT 3** mobilise **290 millions €** de l'État et de la Région, dont un **fonds de soutien complémentaire** pour la mise en œuvre des priorités du contrat, doté de **45 millions €**.

Au titre de la **programmation de ce troisième contrat**, la Ville d'Hirson est particulièrement concernée par la poursuite de la **résorption des friches urbaines et la valorisation des berges de l'Oise**, la **résorption de la friche industrielle des aciéries**, la **modernisation de l'abattoir municipal**, l'**extension du campus connecté**, la **construction d'un nouveau CAMSP**, le **développement et la diversification du Pôle d'économie solidaire** et l'**expérimentation des « HLM » horizontales et éclatées**.

GRANDS ÉQUILIBRES DU FUTUR BUDGET PRIMITIF

Les principes budgétaires

L'élaboration du Budget primitif 2026 reposera sur les grands principes budgétaires suivants :

En section de fonctionnement :

- La poursuite de la maîtrise des dépenses avec la recherche de nouvelles économies liées, notamment, à l'organisation des services municipaux ;
- Le maintien global des subventions accordées aux associations ;
- Le maintien des taux de la fiscalité locale, pour la seizième année consécutive ;
- L'optimisation des recettes liées aux produits des services

En section d'investissement :

- Un recours limité à l'emprunt afin de garantir la poursuite du désendettement, c'est-à-dire un montant d'emprunt nettement inférieur au montant du capital remboursé sur l'exercice ;
- Un effort d'investissement permettant la mise en œuvre des opérations déjà engagées (restes à réaliser) ou nouvelles.

Les grands équilibres prévisionnels du budget primitif 2026

Le budget prévisionnel reposera sur les grands équilibres suivants par chapitre budgétaire :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		SECTION D'INVESTISSEMENT	
DEPENSES PREVISIONNELLES 2026		DEPENSES PREVISIONNELLES 2026	
Charges à caractère général (011)	4 050 000 €	Dépenses nouvelles d'équipement	1 878 033 €
Charges de personnel (012)	7 650 000 €	Restes à réaliser 2025	502 899 €
Atténuations de produits (014)	50 000 €	Travaux en régie (040)	450 000 €
Autres charges de gestion courante (65)	880 000 €	Emprunts (remboursement du capital)	1 185 176 €
Charges financières (66)	405 500 €	Reprise du déficit d'investissement (001)	1 669 698 €
Charges exceptionnelles (67)	5 000 €	TOTAL DEPENSES	5 685 806 €
Virement vers la section d'investissement	1 144 930 €		
Amortissements (042)	450 000 €		
TOTAL DEPENSES	14 635 430 €		
RECETTES PREVISIONNELLES 2026		RECETTES PREVISIONNELLES 2026	
Atténuations de charges (013)	550 000 €	Subventions nouvelles d'équipement	908 035 €
Produits des services (70)	630 000 €	Restes à réaliser 2025	1 513 379 €
Impôts et taxes (73)	7 350 000 €	FCTVA et Taxe d'aménagement	215 000 €
Dotations et subventions (74)	5 050 000 €	Amortissements (040)	450 000 €
Autres produits de gestion courante (75)	330 000 €	Affectation du résultat (1068)	611 619 €
Produits financiers (76)	187 400 €	Virement de la section de fonctionnement (021)	1 144 930 €
Travaux en régie (042)	450 000 €	Besoin de financement	842 843 €
Résultat reporté (002)	88 030 €	TOTAL RECETTES	5 685 806 €
TOTAL RECETTES	14 635 430 €		

